

# DIALOGUE GLOBAL

3.3

5 numéros par an, en 15 langues

## La vocation de la sociologie

Raewyn Connell,  
Randolf David

## Révolution et contre-révolution

Nazanin Shahrokni,  
Parastoo Dokouhaki,  
Simin Fadaee,  
Abbas Varij Kazemi,  
Mona Abaza

## Universités en crise

Satendra Kumar,  
Klaus Dörre,  
Stephan Lessenmich,  
Ingo Singe

- > « Kidnappable » dans les villes mexicaines
- > Fragmentation et inégalités au Mexique
- > Inégalités sociales au Japon
- > Haïku : La beauté dans la sobriété
- > Réunion du Comité Exécutif à Bilbao
- > Notre équipe éditoriale en Pologne
- > La sociologie canadienne accueille l'ISA
- > Lettres à la rédaction

NEWSLETTER



Association  
Internationale  
de Sociologie



VOLUME 3 / NUMÉRO 3 / MAI 2013  
[www.isa-sociology.org/global-dialogue/](http://www.isa-sociology.org/global-dialogue/)

GD



# > Éditorial

## Universités en crise

**A**u moment où j'écris, Raewyn Connell participe au piquet de grève à l'Université de Sydney, traduisant dans les faits la vision de la vocation de la sociologie qu'elle expose dans ce numéro. Elle rejoint la grève du personnel universitaire et non universitaire qui proteste contre l'érosion du nombre de professeurs titulaires, la précarisation et les menaces à l'encontre des libertés universitaires – phénomènes qui affectent la plupart des universités, d'élite ou non, à travers le monde.

À mesure que les universités de bien public deviennent un bien privé, elles sont amenées à vendre leurs produits à des clients (étudiants, États, entreprises, ou à tous ceux qu'elles peuvent séduire). La concurrence est forte pour gagner les clients, et les universités cherchent donc à s'imposer en essayant d'être au plus haut niveau dans les classements nationaux et internationaux. Il se peut que les universitaires s'indignent de ces classements, mais souvent de leur propre initiative, ils participent à leur façon et avec enthousiasme à la compétition. Cela signifie écrire non seulement pour des revues de langue anglaise, mais pour des revues reconnues au niveau international, c'est-à-dire les revues nationales aux États-Unis et en Angleterre où questions, problèmes et méthodologies sont traités d'une manière qui est propre à leur pays. Les sociologues des pays du Sud – mais pas seulement du Sud – sont souvent détournés des problèmes pressants qui se posent dans leur propre pays.

Peu ont les moyens, le courage ou même un intérêt pour contrecarrer le système. Nous devons donc saluer l'Association Allemande de Sociologie pour avoir boycotté les classements nationaux, ainsi qu'en témoignent ici trois sociologues de l'Université Friedrich-Schiller d'Iéna. Dans le même temps, n'oublions pas que la plupart des universités ne figurent même pas dans les classements, formant ainsi une vaste classe d'universités « intouchables ». Satendra Kumar analyse ce que cela signifie dans l'Uttar Pradesh (Inde), où les universités gagnent de l'argent en vendant des droits d'accréditation à des établissements d'enseignement supérieur qui offrent des simulacres de diplômes payés par des frais d'inscription subventionnés par l'État. Les fonds publics sont ainsi aiguillés vers l'escarcelle privée de responsables politiques qui dirigent l'université comme une machine politique. On est là très loin de ce qui se passe à l'Université de Sydney qui se situe en haut de la hiérarchie mondiale, mais les pressions sont les mêmes.

D'autres types plus classiques de pressions sont bien sûr exercés sur les universités. Nazanin Shahrokni et Parastoo Dokouhaki décrivent la réaction brutale orchestrée par l'État iranien en réponse à l'augmentation du nombre de femmes inscrites à l'université. Nombre des protestataires du Mouvement vert iranien de 2009 (cf. les articles d'Abbas Varij Kazemi et de Simin Fadaee) proviennent de cette dissidence à l'université. Il n'est pas surprenant que l'État iranien surveille de près ses universités.

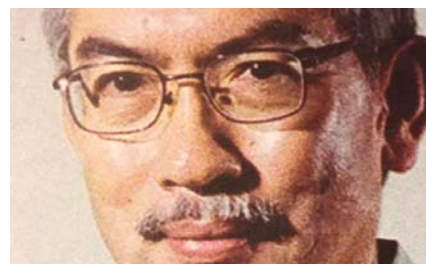
Dans tous ces cas, la mince cloison qui séparait l'université de la société est en train de disparaître. Nous ne pouvons pas prétendre être en dehors de la société. Nous sommes donc contraints de prendre parti – sommes-nous du côté des « rationaliseurs » et des défenseurs du marché ou du côté de ceux qui les critiquent et des opinions publiques dissidentes ? Écrivant sur la vocation de la sociologie, Randy David démontre qu'il est possible de maintenir un engagement critique et public même dans un pays politiquement inhospitalier comme les Philippines. Toutefois, il faut du courage pour s'aventurer dans des univers effrayants comme celui de la normalisation de la violence que décrivent Mona Abaza en Égypte et Ana Villarreal au Mexique. Les gens n'ont peut-être pas envie de nous entendre, mais ce n'est pas une raison pour se taire.

> **Dialogue Global est disponible en 15 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à [burawoy@berkeley.edu](mailto:burawoy@berkeley.edu)**



Pour **Raewyn Connell**, féministe australienne et auteure de *Southern Theory*, le sociologue participe à un processus de travail hiérarchiquement organisé à l'échelle mondiale qui est encore plus altéré par l'entrée en force du marché sur les campus universitaires.



**Randolf David**, sociologue philippin de grand renom, revient sur une vie d'engagement critique consacrée à introduire la sociologie dans la sphère publique, et montre en quoi cet engagement se distingue radicalement d'un engagement politique.



**Nazanin Shahrokni et Parastoo Dokouhaki** illustrent comment la présence croissante des femmes parmi les étudiants des universités iraniennes est à l'origine de stratégies de ségrégation sexuelle, à un moment où l'État s'emploie à protéger les intérêts des hommes sur le marché du travail et à conjurer une crise de la masculinité.

## > Comité de rédaction

**Directeur de la publication :** Michael Burawoy.

**Responsables d'édition :** Lola Busuttill, August Bagà.

**Rédacteurs en chef associés :**

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

**Rédacteurs-consultants :**

Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

**Équipes régionales**

**Monde arabe :**

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

**Brésil :**

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Célia da Graça Arribas, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Rossana Marinho, Angelo Martins Júnior, Lucas Amaral.

**Colombie :**

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Katherine Gaitán.

**Inde :**

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

**Iran :**

Reyhaneh Javadi, Shahrads Shahvand, Saghar Bozorgi, Najmeh Taheri.

**Japon :**

Kazuhiisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambé, Takako Sato, Yûko Hotta, Yusuke Kosaka, Yutaka Maeda, Shuhei Naka.

**Pologne :**

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Krzysztof Gubański, Zofia Włodarczyk, Adam Mueller, Patrycja Pendrakowska, Emilia Hudzińska, Justyna Witkowska, Konrad Siemaszko, Julia Legat.

**Roumanie :**

Cosima Rughiniş, Ileana-Cinziana Surdu, Lucian Rotariu, Angelica Helena Marinescu, Adriana Bondor, Alina Stan, Andreea Acasandre, Catalina Gulie, Monica Alexandru, Mara Şerban, Ioana Cărtărescu, Telegdy Balazs, Marian Mihai Bogdan, Cristian Constantin Vereş, Ramona Cantaragiu, Elena Tudor, Monica Nădrag.

**Russie :**

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Asja Voronkova, Ekaterina Moskaleva, Julia Martinavichene.

**Taïwan :**

Jing-Mao Ho.

**Turquie :**

Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong, Yonca Odabaş, Zeynep Baykal, Gizem Güner.

**Ukraine :**

Svitlana Khutka, Olga Kuzovkina, Polina Baitsym, Mariya Domashchenko, Iryna Klietsova, Daria Korotkyh, Mariya Kuts, Lidia Kuzemska, Anastasiya Lipinska, Yulia Pryimak, Myroslava Romanchuk, Iryna Shostak, Ksenia Shvets, Liudmyla Smoliiar, Oryna Stetsenko, Polina Stohnushko, Mariya Vorotilina.

**Consultants médias :** Annie Lin, José Reguera.

**Consultante éditoriale :** Abigail Andrews.

## > Dans ce numéro

Éditorial : Universités en crise **2**

La vocation de la sociologie : Un travail collectif à l'échelle mondiale  
**par Raewyn Connell, Australie 4**

La vocation de la sociologie : Un engagement critique dans la sphère publique  
**par Randolph S. David, Philippines 7**

### > RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

Retour de flamme : La ségrégation sexuelle dans les universités iraniennes  
**par Nazanin Shahrokni, États-Unis, et Parastoo Dokouhaki, Iran 9**

Qui est derrière le Mouvement vert iranien ?  
**par Simin Fadaee, Allemagne 13**

S'approprié le passé : Le Mouvement vert en Iran  
**par Abbas Varij Kazemi, États-Unis 15**

Égypte : La violence de la contre-révolution  
**par Mona Abaza, Égypte 18**

### > UNIVERSITÉS EN CRISE

Les universités indiennes transformées en machines à profit  
**par Satendra Kumar, Inde 22**

Les sociologues allemands boycottent le classement des universités  
**par Klaus Dörre, Stephan Lessenich et Ingo Singe, Allemagne 24**

### > REGARDS SUR LE MEXIQUE

Kidnappable : Sur la normalisation de la violence dans les villes mexicaines  
**par Ana Villareal, Mexique 26**

Fragmentation sociale parmi la jeunesse mexicaine  
**par Gonzalo A. Saraví, Mexique 28**

### > APERÇU SUR LE JAPON

Les inégalités sociales dans le Japon d'aujourd'hui  
**par Sawako Shirahase, Japon 30**

Haïku : La beauté dans la sobriété  
**par Koichi Hasewaga, Japon 32**

### > AUTOUR DE L'ISA

Réunion du Comité Exécutif à Bilbao  
**par Michael Burawoy, États-Unis 34**

L'équipe éditoriale de *Dialogue Global* en Pologne  
**par Karolina Mikołajewska, Pologne 37**

La sociologie canadienne, prête à vous accueillir  
**par Patrizia Albanese, Canada 39**

Lettres à la rédaction  
**par David Lehmann, Royaume-Uni, et Hilary Rose, Royaume-Uni 41**



# > La vocation de la sociologie : Un travail collectif à l'échelle mondiale

**Raewyn Connell, Université de Sydney (Australie)**



Raewyn Connell.

**S**i vous êtes sociologue, vous êtes un travailleur, vous avez un métier, vous faites partie d'une force de travail. Comprendre cela vous préservera de la folie des grandeurs, et vous amènera à réfléchir sur les liens avec d'autres travailleurs. Votre métier consiste à produire des savoirs, et à enseigner et à employer ces savoirs. C'est un projet collectif, et non un projet individuel. Les sciences sociales, comme les sciences naturelles, traitent de savoirs partagés, et sont donc intrinsèquement publiques. La diffusion de ce que vous savez est à juste titre désignée comme « public-ation ». Votre contribution au processus *social* de connaissance du monde social est ce qui fait de vous un sociologue.

## > À la recherche de la sociologie

En Australie, lorsque j'étais étudiante dans les années 60, on enseignait peu la sociologie. Après une licence en

La sociologue australienne **Raewyn Connell** s'est distinguée grâce à ses recherches sur le pouvoir de classe et le rapport entre classe et genre dans l'enseignement. Elle est devenue célèbre avec sa théorie sur le fondement institutionnel des rapports de genre dans *Gender and Power* (1987), avant d'acquiescer une stature internationale avec *Masculinities* (1995), ouvrage dans lequel elle développe la notion souvent reprise de masculinité hégémonique. Depuis toujours intéressée par l'histoire de la sociologie, elle n'a eu de cesse d'attirer l'attention sur ses fondements issus des pays du Nord et a élaboré une critique sévère de la sociologie dominante dans son article controversé « Why is Classical Theory Classical? » [Pourquoi la théorie classique est-elle classique ?], plus tard développée dans *Southern Theory* (2007), un livre qui accorde une place privilégiée aux théoriciens originaires de pays du Sud global. S'il y a un thème qui revient sans cesse dans son œuvre, c'est celui d'un savoir qui ne peut être appréhendé en dehors du contexte dans lequel il est produit – contextes qu'elle a toujours dénoncé. Pour en savoir plus : <http://www.raewynconnell.net/>.

histoire, je me suis spécialisée en administration publique. C'était une bonne formation intellectuelle ; mais le monde s'embrasait. Je faisais partie d'un mouvement étudiant qui s'opposait à la guerre au Vietnam et dénonçait le conservatisme des universités. Nous voulions des connaissances qui soient plus proches des réalités, plus engagées. C'est pourquoi nous avons tenté de produire nos propres connaissances, et avons mis en place une Université Libre amateur pour réaliser ce projet.

>>

Après mon doctorat, je suis partie aux États-Unis pour intégrer un département de sociologie réputé, à la recherche d'un cadre de référence. J'ai trouvé un département au bord d'une guerre civile entre étudiants radicaux et professeurs de droite. Pendant une courte période, une grève d'étudiants a conduit l'université à fermer ses portes. Mais j'ai alors fait de formidables lectures : Lévi-Strauss, Sartre, Mills, Gouldner, Lazarsfeld. Plus tard, j'ai remarqué qu'ils étaient tous des hommes, tous blancs, tous originaires du Nord Global, et j'ai commencé à élargir le champ de mes lectures.

De retour en Australie, j'ai été par deux fois engagée aux côtés de groupes qui mettaient en place un nouveau cursus de sociologie dans une nouvelle université. Nous avons pu élaborer un cursus entier ; c'était un moment historique privilégié. Aujourd'hui, le contrôle exercé sur ceux qui travaillent en milieu universitaire est beaucoup plus important. Il n'empêche, il y a toujours une place pour la créativité nécessaire à l'élaboration de nouveaux cursus.

## > Les institutions

En Australie, à peu près la moitié de l'enseignement jusqu'au niveau licence est désormais assurée par des travailleurs occasionnels. Il y a ainsi beaucoup de jeunes gens hyper-diplômés qui parviennent tout juste à joindre les deux bouts en jonglant avec plusieurs emplois à temps partiel, en donnant toute une série de cours sur deux ou trois campus différents. Peut-on appeler cela une vocation ? Dans les pays en développement, même des professeurs titulaires ont souvent plusieurs activités.

Dans ce contexte, il n'est guère facile d'être actif au sein des rouages institutionnels de la sociologie – les revues scientifiques, les conférences, les projets de recherche ou les associations. Pourtant, les gestionnaires néo-libéraux sont devenus obsédés par l'idée de mesurer les résultats individuels, sans prendre en considération ce contexte. Les classements de prestige, les revenus tirés d'honoraires, les nombres d'articles publiés et le montant des subventions sont devenus la devise de l'université moderne – tout comme les indices de « performance » individuelle dans le milieu de l'entreprise. Il y a 40 ans, Claus Offe avait démontré dans un brillant ouvrage, *Industry and Inequality*, que c'était pure folie. Dans de vastes ensembles organisationnels, il est impossible de déterminer de manière rationnelle la part de production de chacun, ou même d'une catégorie de travailleurs. Voilà un exemple où la sociologie peut être véritablement utile. Mais c'est quelque chose que nos maîtres ont oublié.

Au lieu de cela, le monde de l'entreprise, qui de plus en plus a pris le contrôle des universités, bâtit une carrière individuelle comme une vocation *simulée*. Lorsqu'ils sont interviewés, les chefs d'entreprise dé-

clarent aux médias leur passion sans faille pour l'entreprise et ses actionnaires – une passion qui dure généralement jusqu'à ce qu'une agence de chasseurs de têtes les appelle. Ce qu'ils font véritablement, c'est bâtir des fortunes. Rares sont les personnes qui feront fortune dans les universités. Mais la plupart peuvent participer à quelque chose d'immensément important, un véritable projet collectif de création de savoirs.

## > Le savoir sociologique

Cependant, l'état actuel du projet collectif – l'organisation institutionnelle et l'« ensemble des savoirs » – pose de sérieux problèmes. La pensée sociologique est constituée de différentes couches, de l'impérialisme du XIX<sup>e</sup> siècle à l'empirisme du XX<sup>e</sup> siècle, épicées par des thèmes inspirés du mouvement ouvrier et du mouvement féministe et teintés par les différents cultes intellectuels qui vont du fonctionnalisme au déconstructionnisme. La théorie sociologique en tant que discipline universitaire est effroyablement eurocentrique. Les travaux de recherche en sociologie sont souvent mécaniques et répétitifs ; l'informatisation substitue trop souvent la capacité de traitement des machines à une connaissance intime des vrais problèmes. La recherche sociale dans les pays en développement est souvent, ainsi que Thandika Mkandawire l'a fait remarquer, une recherche pauvre pour des gens pauvres – sous-financée, à court terme et insuffisamment théorisée.

Le projet sociologique requiert donc une critique de la sociologie – une critique qui prend désormais de nouvelles formes. Je pense que la critique la plus importante concerne la domination des pays du Nord sur le savoir sociologique, et a pour résultat de porter les théories issues du Sud et la société post-coloniale au centre du projet. Il existe une résistance à cette critique, et je comprends pourquoi. Les conceptions des pays du Nord sont institutionnalisées au sein de la discipline, et des milliers de sociologues ont bâti leur carrière sur celles-ci et ont consacré une énergie considérable pour qu'elles fonctionnent.

La recherche sociologique est difficile – du moins est-il difficile de faire de la bonne recherche sociologique. Je conseille à mes étudiants de laisser leurs manuels de côté jusqu'à ce qu'ils en aient besoin pour distinguer une rotation orthogonale d'une rotation oblique. (Mon conseil aux débutants : oubliez l'oblique.) Toutes les problématiques de recherche sont nouvelles – de nouvelles questions sont en jeu, différentes ressources sont immédiatement disponibles, des tendances atypiques dans les données peuvent se révéler cruciales. Le meilleur moyen d'apprendre une méthode est de l'appliquer. Un autre bon moyen est de lire des comptes rendus de recherche qui soient véritablement de qualité et de réfléchir à la manière dont les chercheurs ont résolu les problèmes qui se posaient à eux. Tout le monde a son propre *Top 10* ; le mien compte *Gender Play* de Barrie Thorne, *From Boys to Gentlemen* de Robert

Morrell et *The Dawn of European Civilization* de Gordon Childe. Toutes ces magnifiques études ont nécessité un travail considérable. Sans une forte implication sur le long terme et beaucoup d'informations, l'imagination sociologique tourne à vide.

### > Des lecteurs, des publics

Il y a quelques jours, j'ai assisté au lancement d'un site web consacré à des interviews autobiographiques de lesbiennes d'âge mûr, intitulé *55 Uppity* (<http://55uppitty.com/>). De nombreux membres de la communauté lesbienne de Sidney étaient présents pour cette heureuse occasion, où l'on a beaucoup parlé du renouvellement des générations, et de la nécessité de rendre plus visible le vieillissement. Il y avait là, me semble-t-il, une communauté qui non seulement s'inventait mais aussi se reconstruisait à travers un projet lié au savoir.

Les sociologues souhaitent avant tout que leur travail soit utile, en particulier pour les communautés et institutions auprès desquelles se réalise le travail de recherche. J'ai participé à plusieurs projets portés par une forte logique réflexive. Ceux-ci incluent des recherches sur la sexualité et les modes de prévention du sida parmi les communautés gay en Australie (Kippax *et al.*, *Sustaining Safe Sex*) ; et des recherches sur les inégalités sociales en matière d'éducation, à l'attention des enseignants et des responsables politiques dans le domaine de l'éducation (Connell *et al.*, *Making the Difference ; Schools & Social Justice*).

Les sociologues qui travaillent à l'université ont besoin d'être en contact avec d'autres groupes susceptibles d'utiliser leur savoir sociologique. J'ai ainsi accordé de l'importance à des liens durables avec le mouvement ouvrier – qui ont été utiles à nos travaux de recherche sur les

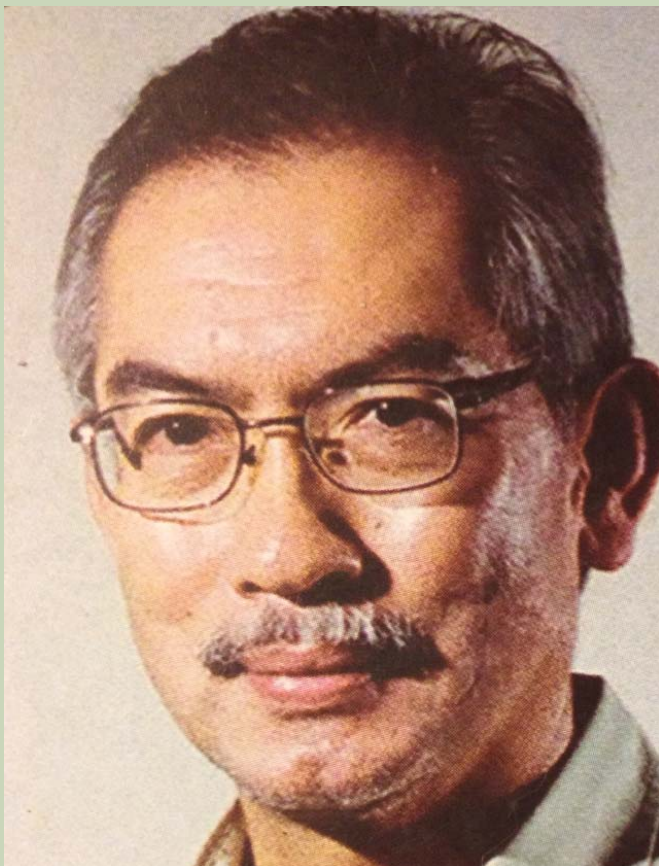
classes sociales –, et avec des enseignants et des formateurs, qui ont eu une certaine utilité pour nos recherches sur les établissements d'enseignement. La dernière étape de ma carrière universitaire s'est réalisée au sein d'une faculté d'éducation et de travail social, plutôt que dans un département de sociologie. Mais le public potentiel pour la sociologie est à nouveau plus important. Une certaine sociologie gagne les médias. Elle circule parfois d'une manière qui nous échappe, par le biais de réseaux internationaux, de publications, de traductions, de voyages et de rumeurs. Je trouve cela vraiment formidable lorsque j'entends parler, depuis l'Australie, de quelqu'un qui au Brésil, en Estonie ou en Chine, est tombé sur mes travaux et souhaite me contacter. Cela me donne une idée du formidable projet global d'interconnexion que peut être la sociologie.

### > Et la vocation première ?

C'est parce que je pensais que les sciences sociales généraient les meilleures connaissances pour affronter les problèmes que nous avons tous en commun – de violence, d'injustice et de destruction – que j'ai embrassé cette profession. Je n'ai pas changé d'avis. Les sciences sociales *peuvent* jouer un rôle démocratique clé, comme élément central de la connaissance qu'une société a d'elle-même. J'ai appris combien il est difficile de produire du savoir, et combien il est difficile de mettre ce savoir en pratique. J'ai appris à quel point cela dépend des collègues et des institutions. J'ai appris qu'il nous faut réfléchir à toutes ces questions « à une échelle mondiale », pour reprendre les mots de Samir Amin. C'est une perspective intimidante, mais également enthousiasmante. Si la sociologie est une vocation, ce n'est pas au sens ancien d'un appel religieux individuel. C'est un appel collectif, et il doit se faire à l'échelle mondiale. ■

# > La vocation de la sociologie : Un engagement critique dans la sphère publique

**Randolf S. David, Université des Philippines, Quezon City (Philippines)**



Randolf David.

**L**a sociologie n'a pas été mon premier amour. Je me suis d'une certaine manière retrouvé dans le monde de la sociologie pour des raisons qui n'étaient pas intellectuelles. Je suis entré à l'Université des Philippines au début des années 60 avec l'idée de devenir avocat, comme mon père, quelqu'un capable de régler les problèmes sociaux et pas seulement de les analyser. À l'époque, on allait à l'université non pas tant pour s'instruire que pour apprendre un métier.

**Randolf David** est un sociologue engagé dans la sociologie publique exceptionnel. Universitaire reconnu et auteur du livre primé *Nation, Self, and Citizenship: An Invitation to Philippine Sociology*, Randy David est surtout connu en dehors du milieu universitaire, pour la rubrique « Public Lives » qu'il tient depuis 1995 dans l'édition du dimanche du *Philippine Daily Inquirer*, ainsi que pour son émission télévisée « Public Forum », consacrée aux affaires publiques. Il a inspiré de très nombreux étudiants en sociologie et permis aux analyses sociologiques d'être connues du grand public.

Pour ceux qui envisageaient des études de droit, la préparation recommandée était les sciences politiques ou la philosophie, ou toute autre science sociale. La condition d'une formation préalable en droit venait juste d'être élargie à tout diplôme de licence. Ce changement a d'une certaine manière favorisé des disciplines plus récentes comme la sociologie.

Au départ, j'avais commencé par faire des études d'anglais. Je comptais travailler comme journaliste après l'obtention de mon diplôme, tout en suivant le soir des cours de droit. Mais quand on est jeune, même les projets les mieux établis peuvent à tout moment être déviés. En licence, j'ai décidé de suivre en option un cours d'introduction à la sociologie car le professeur était réputé donner de bonnes notes. J'avais l'intention de relever ma moyenne générale pondérée, qui avait été rabaissée par des résultats médiocres dans des matières littéraires difficiles.

C'est alors que je me suis pris de passion pour la sociologie. Bien après que le cours eut terminé, j'ai continué à lire des livres de sociologie. Lors de ma dernière année

>>

d'études, à la grande surprise de mon père, je me suis réorienté vers la sociologie. C'était l'une de ces circonstances imprévues qui influe de manière décisive sur la vie de quelqu'un. J'ai rencontré celle qui allait devenir ma femme à ces cours de sociologie, et mon contact avec les problèmes sociaux a complètement transformé ma vision politique. Le droit m'aurait conduit vers une carrière conventionnelle dans la politique, car je m'étais investi dans la vie politique du campus. J'aurais suivi les mêmes cours de droit que nombre des responsables politiques actuels de mon pays.

La sociologie m'a apporté l'état d'esprit nécessaire à l'étude approfondie d'une jeune société troublée comme celle des Philippines. Pour reprendre une expression de Hannah Arendt, j'ai été saisi par un *sentiment d'émerveillement* – l'habitude d'une observation rigoureuse qui résiste à la pression de trouver des solutions rapides à chaque problème. L'orientation structurelle à long terme qui en découle s'accorde bien avec une politique radicale. Et à la fin des années 60, on pouvait difficilement être sociologue sans être marxiste.

Mais le marxisme d'un sociologue universitaire n'est pas le même que le marxisme d'un membre de parti. Tandis que ce dernier est inévitablement soumis aux impératifs de la praxis révolutionnaire, laquelle suppose que l'on suspende la réflexion critique dans l'intérêt de l'organisation, un sociologue marxiste est généralement une source de problèmes pour une organisation léniniste, parce qu'il n'abandonnera jamais son habitude de réflexivité. Il sera toujours plus un observateur qu'un participant engagé. Indépendamment de son idéologie, ses propres actions deviennent généralement l'objet de son implacable regard déconstructif.

C'est pourquoi, à mon sens, la praxis n'a jamais été le fort des sociologues. Ce n'est pas à un sociologue qu'on s'adresse pour obtenir des conseils d'ordre pratique. L'intérêt essentiel de la sociologie est de pratiquer l'observation de second ordre – l'observation de la manière dont les gens se distinguent les uns des autres dans leur vie quotidienne. L'attitude adoptée par le sociologue face à la complexité sociale est celle de l'humilité face à la réalité des choses, plutôt que de l'impatience, du désespoir ou de la panique devant le caractère apparemment insoluble des problèmes sociaux.

Ceci constituant le caractère inéluctable de l'approche sociologique, il est parfaitement logique de se demander si une discipline qui tend à se complaire dans l'observation des choses plutôt que dans la recherche de solutions a sa place dans une société en développement. De fait, je me suis souvent posé cette question.

Je serais cependant d'avis qu'il n'a jamais été aussi important pour la société de faire place à une démarche

intellectuelle qui, plutôt que d'offrir des solutions toutes faites, remet en question les cadres dans lesquels le monde est problématisé. La vocation de la politique requiert un tempérament différent de celui de l'universitaire. On ne peut véritablement être un responsable politique ou un activiste social si l'on se soumet en permanence à une auto-analyse. La réflexivité est à mon avis le pire ennemi des professionnels de la politique.

Je pensais en être suffisamment conscient pour ne pas me laisser entraîner dans le monde de la politique. Mais je me trompais. Au cours de l'année 2009, j'ai voulu décrypter l'avenir et j'en suis arrivé à la conclusion que, du fait de son impopularité, la Présidente du pays, Gloria Macapagal Arroyo, chercherait à la fin de son mandat un siège au Congrès afin de se protéger contre des représailles politiques. Comme nous appartenions à la même circonscription électorale, je me suis rendu compte que je pouvais l'en empêcher en présentant ma propre candidature. Au lieu d'écarter cette idée insensée, j'ai fait l'erreur de la poursuivre, dans un moment de vanité.

Avant même que je ne m'en rende compte, je me vis engagé dans le rôle de David victorieux du Goliath politique qui sévissait dans le pays. Pour une nation en quête de messies, c'était un scénario fantastique. Mais, en tant que sociologue, j'étais pleinement conscient des risques que l'on prend lorsqu'on franchit des frontières bien établies. J'ignorais tout des problèmes particuliers de ma circonscription. Je n'avais jamais été auparavant candidat à aucune fonction publique. Je n'avais pas de quoi financer une campagne électorale.

Et surtout, je n'avais pas le tempérament adapté aux pratiques politiques. Je savais que, alors même que je m'apprêtais à affronter le pouvoir, je n'avais aucune envie de l'exercer. Me retrouvant cependant à un point de non-retour, je commençai à me préparer à intégrer un monde que toute ma vie durant j'avais interprété mais dont j'aurais été incapable de bien comprendre les méthodes dans le temps limité dont je disposais. Le jour où je m'apprêtais à déposer ma candidature, je décidai que ce n'était pas la peine de gaspiller le temps et les économies de ma famille pour un simple caprice personnel. Ma décision de ne pas aller de l'avant a été critiquée par ceux, y compris des amis, qui s'attendaient à une grande bataille.

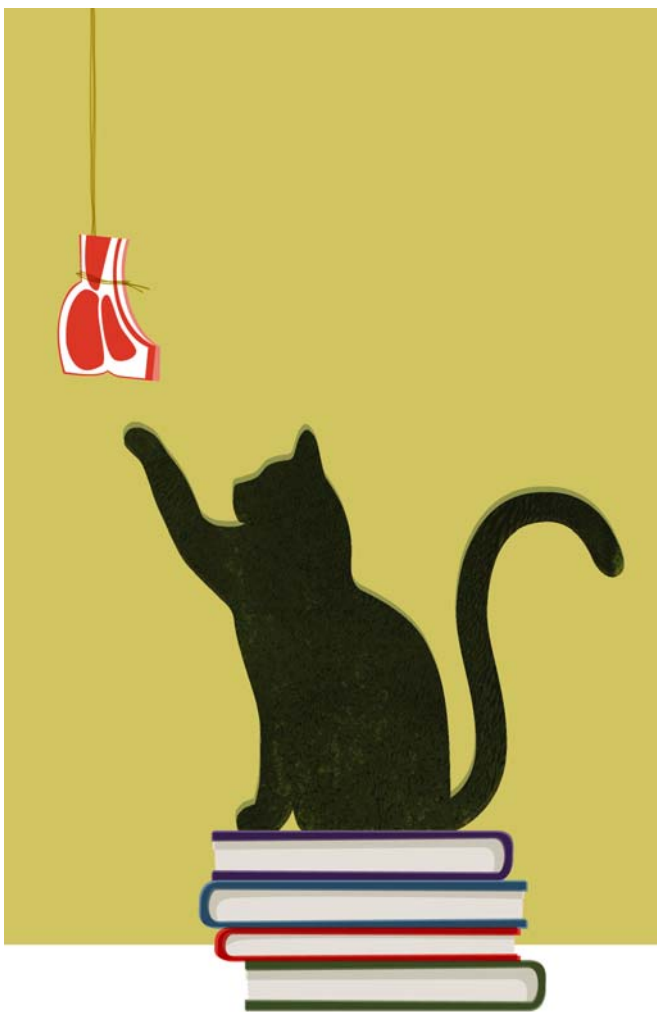
Muni de vos connaissances et intervenant en tant que sociologue dans la sphère publique, il se peut que vous soyez souvent appelé à affronter le pouvoir. Si vous souhaitez rester un sociologue, il vous faut prendre garde de ne pas le faire en politicien ou membre d'un parti politique, mais comme un citoyen parmi d'autres citoyens. En tant que sociologue, votre mission consiste à interroger la politique, et non à chercher à y réussir en vous soumettant à ses conditions. ■



# > Retour de flamme

## La ségrégation sexuelle dans les universités iraniennes

**Nazanin Shahrokni, Université de Californie, Berkeley (États-Unis),  
et Parastoo Dokouhaki, journaliste, Téhéran (Iran)**



| Illustration: Arbu.

**L**e 6 août 2012, peu avant la rentrée universitaire, l'agence de presse gouvernementale iranienne Mehr publiait un bulletin annonçant que 36 universités iraniennes avaient exclu les femmes de 77 domaines d'études. Ces restrictions ont soulevé une vague d'indignation à travers le monde. L'avocate iranienne Shirin Ebadi, militante des droits de l'homme et lauréate du prix Nobel de la paix exilée en Grande-Bretagne, a adressé une lettre ouverte à Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations Unies, et à Navi Pillay, haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, pour condamner cette mesure qui « s'inscrit dans la politique récente de la République islamique visant à ramener les femmes à la maison, dans la sphère privée, parce qu'elle ne supporte pas leur présence passionnée dans la sphère publique ». La porte-parole du Département d'État, Victoria Nuland, a lu le 21 août dernier un communiqué appelant « les autorités iraniennes à protéger les droits des femmes et à faire respecter la législation iranienne et les engagements internationaux, qui garantissent la non-discrimination dans tous les domaines de la vie, y compris dans l'accès à l'éducation. »

En Iran, les représentants de l'enseignement supérieur se sont tenus sur la défensive, niant l'existence d'une discrimination fondée sur le sexe. Kamran Daneshjoo, le ministre qui est le porte-parole de ces restrictions, a laissé entendre que la nouvelle avait été montée en épingle par les services en langue perse de la BBC et de Voice of America. « S'ils ne sont pas contents », a-t-il déclaré, « cela veut dire que nous faisons ce qu'il faut ». <sup>1</sup>

>>



Femmes iraniennes dans l'ombre du Guide suprême, l'ayatollah Khomeyni.

Maintenant que l'année universitaire est déjà bien avancée, il apparaît clairement que la manière dont ont été présentées ces mesures à la fois par la République islamique et par l'Occident a pu prêter à confusion. En effet, les nouvelles restrictions concernent à la fois les hommes et les femmes, et s'inscrivent dans un projet de longue date de ségrégation sexuelle. Ces dispositifs remontent aux premières années de la République islamique et ont été mis à l'essai par différents gouvernements pour servir différents objectifs. Dans les années 80, l'État a cherché à séparer physiquement les hommes et les femmes sur les campus universitaires, conformément à l'idée que le mélange de personnes des deux sexes en dehors de la sphère privée était « non islamique » et représentait un danger pour la moralité publique. Aujourd'hui, les partisans de la ligne dure souhaitent de nouveau « islamiser » les campus, mais aussi remédier aux conséquences imprévues de la féminisation de l'enseignement supérieur en Iran. Les nouvelles mesures de ségrégation fondée sur le sexe visent avant tout à sauvegarder des opportunités pour les hommes, que ce soit dans le domaine de l'éducation, du mariage, ou sur le marché du travail, et à protéger l'État des pressions politiques dans un contexte de chômage élevé et de malaise économique généralisé.

### > Le diable est dans les détails

Dans l'ensemble, le régime de ségrégation fondée sur le sexe est un assemblage de différentes pratiques qui sont appliquées, quoique de manière inégale, dans les universités de l'ensemble du pays.

De nombreuses universités ont simplement étendu les stricts quotas par sexe qui étaient en vigueur depuis la première décennie de la République islamique, suivant lesquels un nombre prédéterminé de places sont réservées aux hommes et aux femmes dans chaque filière universitaire. Par exemple, l'Université de Téhéran, souvent considérée comme le fer de lance de l'enseignement universitaire en Iran, réserve dans pratiquement toutes les disciplines la moitié d'une salle de classe aux hommes et l'autre moitié aux femmes. Il existe des exceptions à la règle des quotas 50-50 : sur 110 étudiants de droit, l'université Shahid Beheshti, également située dans la capitale, compte 60 femmes et 50 hommes.

D'autres universités séparent les jeunes hommes et les jeunes femmes en deux cohortes, qui, du moins en théorie, suivront deux cursus séparés, les hommes étant admis au premier semestre et les femmes au second semestre. Cependant, dans la pratique, et sans un contrôle effectif de la séparation tout au long des études, les deux cohortes finissent par se mêler et hommes et femmes suivent souvent ensemble les mêmes cours. C'est le cas par exemple à l'Université d'Arak, dans le centre du pays, et à l'Université du Lorestan, dans l'ouest montagneux. Ce sont essentiellement les universités de province qui ont mis en œuvre de telles mesures. La République islamique a souvent utilisé les provinces comme terrain d'essai pour ses initiatives les plus controversées.

Toujours est-il que certaines universités ont réservé certaines filières exclusivement aux hommes – en général des filières qui pour des raisons économiques ou culturelles sont traditionnellement perçues comme « masculines ». Les cursus réservés aux hommes sont ceux qui ont bénéficié de la plus grande couverture médiatique, mais plusieurs institutions ont également réservé certaines filières – souvent considérées comme « féminines » – exclusivement aux femmes. En 2012, l'Université Shahid Chamran n'a admis aucun homme en histoire, littérature perse, psychologie, ou pédagogie.

Cependant, il ne semble pas y avoir de modèle à l'échelle nationale pour la nouvelle organisation des admissions réservées aux hommes ou aux femmes. Plusieurs universités semblent avoir adopté les mesures de manière arbitraire et défini au hasard la ligne de séparation entre filières « masculines » et « féminines ».

La ségrégation fondée sur le sexe ne se résume cependant pas seulement à une pratique administrative des responsables des admissions à l'université. Au début des années 80, des factions extrémistes au sein de la jeune République islamique demandèrent que les hommes et les femmes soient séparés dans les salles de classe et dans certains cas, on installa des cloisons entre les rangs d'hommes et les rangs de femmes. L'ayatollah Ruhollah Khomeyni, le Guide de la révolution de 1979, se serait

>>

opposé à cette pratique. Les cloisons furent retirées, mais la ségrégation fondée sur le sexe a perduré. Des indications sont apparues dans les couloirs, les salles de classe, les bibliothèques et les cafétérias pour inciter les « sœurs » et les « frères » à se déplacer et à s'asseoir séparément. Ces restrictions ont fini par disparaître car il était difficile et coûteux de surveiller le moindre mouvement des étudiants. Daneshjoo, le ministre iranien des Sciences, souhaite restaurer ces mesures : « À compter de cette année universitaire, les hommes et les femmes devront s'asseoir dans des rangs séparés et les présidents d'universités seront chargés de superviser le processus ».<sup>2</sup>

Daneshjoo a également obtenu le soutien de membres du clergé et du Parlement iranien, le Majles, en faveur d'universités réservées à l'un ou l'autre sexe. Aux dires du ministre, son objectif est d'avoir dans chacune des provinces du pays une université réservée aux femmes.<sup>3</sup> Il reste à voir si l'État va tenter d'orienter les femmes vers ces espaces exclusivement féminins ou si ceux-ci vont offrir aux femmes davantage de choix au sein de l'enseignement supérieur. Néanmoins, l'expérience passée montre que les femmes ont utilisé ce type d'espaces comme un moyen d'élargir leur accès et leur présence dans la sphère publique.

### > **Le coton et le feu, la viande et les chats**

En réponse aux réactions d'opposition, Daneshjoo a affirmé que la politique de ségrégation fondée sur le sexe était « conforme aux exigences du Guide suprême ».<sup>4</sup> En effet, malgré son opposition aux cloisons dans les salles de classe au début des années 80, l'Ayatollah Khamenei – le Guide suprême – semble avoir adopté le concept de ségrégation fondée sur le sexe à la fin des années 90, sous l'administration réformiste de Mohammad Khatami. À l'occasion d'un discours, le Guide avait réprimandé Mohammad Moin, le ministre des Sciences de l'époque, pour sa légèreté : « Des voyages scolaires et des séjours mixtes ? Je n'en reviens pas ! Il y a des endroits dans le monde où la mixité est parfaitement normale. Mais chez nous, dans un environnement islamique, ce n'est pas le cas ».<sup>5</sup> Hojjat-ol-Islam Nabiallah Fazlali, le représentant de Khamenei à l'Université Khajeh Nasir Tusi de Téhéran a permis de mieux comprendre la pensée du Guide en 2009 lorsqu'il a évoqué « l'amer souvenir » d'« amitiés inappropriées » à l'université. « Les femmes et les hommes sont comme le coton et le feu », a-t-il poursuivi. « Si vous ne les maintenez pas séparés, le coton prend feu. » Ce qui attire les garçons et les filles les uns vers les autres, c'est « l'instinct et la luxure » – et rien d'autre. « Lorsque vous jetez de la viande crue à un chat, le chat mangera la viande. Comment pourrait-il faire autrement ? ».<sup>6</sup> Dans les deux métaphores, des jeunes hommes s'apprentent littéralement à dévorer de jeunes femmes, et pourtant il est clair que le sujet de préoccupation des religieux, ce sont les hommes.

Plus tôt en 2012, dans une émission religieuse télévisée destinée à la jeunesse, Hojjat-ol-Islam Naser Naghavian, le représentant de Khamenei à la culture à l'Université Shahid Beheshti, a rappelé l'extrême frustration des jeunes étudiants qui lui demandaient s'il était admissible du point de vue religieux de ressentir des pulsions sexuelles lorsqu'on se trouvait assis derrière une femme dans une salle de classe. Faisant écho à Naghavian, le député Motahhari a déclaré que « si hommes et femmes doivent se mêler, alors les relations sexuelles devraient également être autorisées, comme dans le monde occidental. Sans cela, la suppression du désir sexuel peut entraîner divers problèmes d'ordre mental et psychologique ».<sup>7</sup> Dans l'esprit de ce député, si des personnes des deux sexes se côtoient librement, alors les jeunes hommes devront faire en sorte d'éradiquer leur désir. Il semblerait que la morale de cette histoire est que si le chat ne peut pas manger la viande, alors la viande doit être éloignée.

### > **« Perdus dans l'ombre des femmes modernes »**

La régulation de la sexualité n'est pas le seul motif à l'origine des mesures de ségrégation fondée sur le sexe, et les craintes concernant la place des femmes dans les universités iraniennes ne sont pas nouvelles sous Ahmadinejad. En 1998, et pour la première fois dans l'histoire de l'Iran, les femmes ont été plus nombreuses que les hommes parmi les nouveaux inscrits à l'université. Depuis, la part des femmes à l'université n'a cessé d'augmenter. La tendance générale à la féminisation ne se limite pas aux premières années d'études universitaires. D'après Fereshteh Roohafza, du Conseil Culturel et Social des Femmes (une branche du Haut Conseil de la Révolution Culturelle), au cours de la dernière décennie, le nombre de femmes inscrites en doctorat a augmenté de 269%, tandis que le nombre de femmes inscrites en master a été multiplié par 26.<sup>8</sup>

Les représentants du gouvernement et les agences de presse approuvées par le pouvoir ne cessent de citer ces chiffres, ainsi que d'autres chiffres témoignant de l'explosion de l'alphabétisation des femmes (en particulier dans les zones rurales), afin de présenter au monde entier l'image d'une République islamique qui met en avant les droits des femmes. Pourtant, dans les coulisses du pouvoir, ces statistiques suscitent l'inquiétude. Tayebeh Safaei, membre de la commission du Parlement sur l'enseignement et la recherche, s'inquiète des remarquables avancées des femmes en matière d'éducation : « Ces déséquilibres peuvent conduire à des crises sociales ».<sup>9</sup> De quelle « crise sociale » est-il question ? Dans l'ensemble de la presse écrite conservatrice et sur Internet, des commentateurs s'inquiètent du fait que les hommes sont en train de perdre du terrain dans le domaine éducatif et sur le marché du travail. (En réalité, les hommes continuent à être plus nombreux et à gagner plus que les femmes sur le marché du travail, mais la perception est autre). Dans

>>

un de ces articles qui s'apparente à un requiem pour la gloire masculine, l'auteur sous-entend que « les hommes modernes » sont perdus « dans l'ombre des femmes modernes » : « Il est évident que les hommes sont en train de devenir des associés subalternes. "Battus" est l'adjectif qui décrit le mieux les hommes d'aujourd'hui. Le caractère efféminé est au cœur de la modernité : les hommes ne sont plus ce qu'ils étaient. Les femmes sont au centre, comme le Soleil, tandis que les hommes se trouvent relégués aux marges, inutiles et soumis, comme la Lune [dont la lumière est un reflet de celle du soleil].<sup>10</sup>

### > Protéger les hommes et l'État

Dans le numéro daté du 15 septembre 2012 de *Hamshahri Javan*, un magazine pour la jeunesse dirigé par l'État, une page entière était consacrée aux succès des femmes, présentés comme dangereux. Le gros titre annonce en couverture : « Haut les mains ! Les femmes à l'assaut des différentes sphères de la société : d'abord les universités, puis le monde du sport, et maintenant les emplois clés. Quelle sera leur prochaine cible ? »

Une petite fille avec des couettes armée d'un fusil d'assaut tient tête à un homme de grande taille et coiffé d'un chapeau haut-de-forme, un homme aux longues jambes frêles, dont on voit l'ombre projetée contre le mur. L'illustration évoque *Papa longues jambes*, un dessin animé télévisé japonais de 1990 (tiré du roman américain *Daddy-Long-Legs* de Jean Webster), qui a été doublé en perse et diffusé sur la chaîne de télévision publique iranienne dans les années 90. C'est l'histoire d'une jeune fille, Judy Abbott, qui va à l'université grâce à l'aide d'un riche bienfaiteur dont elle n'a aperçu que la silhouette. La couverture du *Hamshahri Javan* semble vouloir dire que les Judy Abbotts iraniennes non seulement n'ont plus besoin de bienfaiteurs masculins mais qu'elles se sont retournées contre eux.

La féminisation de l'enseignement universitaire en Iran est un phénomène profondément ancré dans l'évolution de la société, indépendamment des clivages politiques aussi bien en République islamique qu'à l'étranger. Ce ne sont pas seulement des étudiants et des professeurs qui manifestent leur opposition à ce nouveau régime de ségrégation fondée sur le sexe mais aussi des groupes de femmes conservatrices. Les critiques ont été si virulentes que certaines universités, comme celle de Shahid Chamran, ont abrogé les restrictions initiales sur le lieu et sur le contenu de ce que les jeunes hommes et femmes pouvaient étudier.

En attendant, il apparaît à travers la presse iranienne et les déclarations de fonctionnaires que le nouveau tournant vers une politique de ségrégation fondée sur le sexe, bien que ce soit surtout les femmes qui en fassent les frais, témoigne surtout d'une préoccupation croissante concernant une crise de la masculinité, incarnée par des hommes peu instruits et sexuellement frustrés qui sont confrontés à l'absence de perspectives d'avenir. L'État cherche à ressusciter une masculinité impuissante plutôt qu'à enterrer une féminité puissante. Et il n'est pas ici question des sentiments des hommes. L'Iran est en crise économique, pressé par des sanctions internationales, ébranlé par la dévaluation du rial et miné par un taux de chômage élevé. Les partisans de la ligne dure qui contrôlent l'État iranien mettent en œuvre toutes les mesures possibles pour écarter la menace de troubles sociaux provoqués par des hommes sans emploi dont les postulats conduisent à craindre le pire. ■

<sup>1</sup> *Khabar Online*, 12 août 2012.

<sup>2</sup> *Fararu*, 7 juillet 2011.

<sup>3</sup> *Fars News Agency*, 5 juillet 2011.

<sup>4</sup> *Student News Agency (Iran)*, 24 octobre 2011.

<sup>5</sup> *Radio Farda*, 20 novembre 2009.

<sup>6</sup> *Parsine*, 6 juillet 2011.

<sup>7</sup> *Khabar Online*, 1<sup>er</sup> octobre 2011.

<sup>8</sup> *Fars News Agency*, 10 février 2012.

<sup>9</sup> *Tebyan*, 10 juillet 2012.

<sup>10</sup> *Rasekhoon*, 30 avril 2012.

# > Qui est derrière le Mouvement vert iranien ?

Simin Fadaee, Université Humboldt de Berlin (Allemagne)



L'affiche du documentaire *The Green Wave* (La Vague verte) illustre la puissance du Mouvement vert.

**L**e Mouvement vert iranien a vu le jour lorsque des partisans du principal rival de Mahmoud Ahmadinejad aux élections présidentielles de 2009 sont descendus dans la rue pour contester les résultats du scrutin. Les manifestants se sont ensuite rassemblés pour former un mouvement complexe et populaire, qui est actif à

la fois dans l'espace réel et virtuel. À la lumière des débats actuels sur les activistes des mouvements sociaux qui se sont manifestés à l'occasion d'autres soulèvements récents au Proche-Orient, je me propose d'analyser la base sociale de ceux qui ont participé au Mouvement vert iranien. Je fais valoir que l'acteur principal de ce mouvement est constitué par la force

>>

sociale émergente que je désigne comme le « milieu post-islamisé ». Ce milieu s'est trouvé au cœur du Mouvement vert iranien en 2009. Un an plus tard, des forces semblables ont servi de catalyseur au Printemps arabe.

Pour comprendre le Mouvement vert, il faut l'aborder dans le contexte du mouvement social iranien connu sous le nom de « Mouvement réformateur ». Ce mouvement est apparu dans les années 90 en réaction à l'introduction de l'islamisme après la révolution de 1979 et aux réformes économiques qui ont suivi à la fin des années 80. Le Mouvement vert est né et s'inscrit dans la continuation du Mouvement réformateur.

Juste après la révolution de 1979, l'islamisme a commencé à dominer la structure sociale sous tous ses aspects. De ce fait, des institutions existantes ont été réorganisées en fonction des lois et des règlements islamiques, tandis que de « nouvelles » institutions islamiques étaient créées pour contrôler différents aspects de l'économie, de la politique et de la société. Après la fin de la guerre contre l'Irak et la mort de l'ayatollah Khomeyni en 1988, l'économie de marché a été encouragée pour contrebalancer les politiques étatiques islamiques des années antérieures. C'est dans ce contexte que le Mouvement réformateur est né, plaidant en faveur d'une sphère publique diversifiée.

Pierre Bourdieu a fait valoir que les êtres humains réagissent à différentes – c'est-à-dire à de nouvelles – situations sur la base d'une série de dispositions intériorisées qu'il a désignées comme « habitus ». Des personnes dont l'habitus est semblable et qui ont accès à des ressources semblables et mènent une vie semblable, s'agrègent à des « mi-

lieux sociaux ». Ailleurs, j'ai analysé l'émergence de cinq grands milieux sociaux dans l'Iran du début des années 90 sur la base du changement de structures sociales produit par le croisement de l'islamisme avec l'économie de marché.<sup>1</sup> Ici, je m'intéresse plus particulièrement à l'un de ces milieux, le « milieu post-islamisé », dans la mesure où il a été l'élément moteur du Mouvement vert.

Le milieu post-islamisé est constitué de citoyens issus des classes moyennes qui ont accès à l'enseignement supérieur et à Internet, comme c'est le cas des universitaires, des artistes, des journalistes et des étudiants. Ils rejettent les explications et les idées « dépassées » que véhicule la République islamique, et soutiennent l'idée d'une société « nouvelle ». Comparativement, ils ont un capital culturel et une ouverture sur le monde qui sont bien supérieurs à ceux des autres milieux, par exemple en matière de connaissance de langues étrangères, d'accès à Internet ou de séjours à l'étranger. Certains membres de ce milieu sont d'anciens partisans du processus d'islamisation, mais ne reconnaissent pas l'Islam comme la force qui va nécessairement servir de fondement à la nation. Ce qui unit ce milieu, c'est une prise de conscience croissante et une approche commune des questions comme le pluralisme social, les droits civiques et la démocratie libérale, qui à leur tour, ont suscité de nouvelles revendications.

L'élection de Mohammad Khatami en 1997 et son soutien en faveur des réformes ont représenté une formidable victoire pour le Mouvement réformateur, mais Ahmadinejad a gagné l'élection présidentielle de 2005 en mettant l'accent sur des questions économiques et populistes qui ont séduit une partie du milieu tradi-

tionnaliste des classes moyennes, le milieu des classes populaires et le milieu rural. Au cours des années qui ont suivi, ces groupes se sont sentis frustrés par un chômage persistant et une croissance économique atone, et en 2009, leur situation économique s'était déjà détériorée. Qui plus est, le pouvoir était revenu sur l'essentiel des avancées démocratiques du Mouvement réformiste de l'ère Khatami.

Un vent de changement s'est fait sentir dans les mois et les semaines qui ont précédé l'élection de 2009 par le biais d'un immense élan de soutien en faveur du candidat réformiste Moussavi, dont les partisans ont ensuite été galvanisés par la réélection controversée d'Ahmadinejad. Par la suite, cette opposition est devenue le Mouvement vert, qui s'est développé afin de couvrir des questions politiques plus vastes.

Le milieu post-islamisé a défini les bases du Mouvement réformateur à ses débuts. Néanmoins, son développement ultérieur et surtout l'essor du Mouvement vert n'ont été possibles que grâce à la participation d'autres milieux sociaux, comme celui des classes moyennes traditionalistes et celui des classes populaires. Étant donné le manque d'institutions capables de venir en aide à ceux qui subissent la dégradation économique et la privation de droits politiques, le Mouvement vert est de plus en plus apparu comme une opposition politique au régime. Il s'est par conséquent transformé en un mouvement hétérogène composé de multiples strates, capable de changer radicalement les vieilles structures politiques, sociales et économiques en Iran. ■

<sup>1</sup> Fadaee, S. (2011) "Global Expansion of Capitalism, Inequalities and Social Movements: The Iranian Case," in Boike Rehbein (ed.) *Globalization and Inequality in Emerging Societies*. Basingstoke: Palgrave-Macmillan.

# > S'appropriier le passé

## Le Mouvement vert en Iran

Abbas Varij Kazemi, New York University (États-Unis)



Photo : shaigan

FARS NEWS AGENCY

*En instaurant sa propre prière du vendredi « verte », le Mouvement vert a adopté l'une des institutions centrales de l'État islamique mais violé l'un de ses principes sacrés : la non-mixité des hommes et des femmes.*

pulés. Ainsi, la religiosité du Mouvement vert – son « Islam vert » – est simplement un élément discursif d'un nouveau mouvement social. Le Mouvement vert était dans une très large mesure le mouvement d'un groupe subalterne, celui de la classe moyenne de Téhéran, qui s'est parfois imposée de manière spectaculaire. Les transformations sociales en Iran sont par conséquent invariablement liées aux types de méthodes de protestation employées par la classe moyenne iranienne pour s'arranger avec la religion et l'autorité.

### > « Manifestation silencieuse »

Le 15 juin 2009, une « manifestation silencieuse » a envahi les rues principales de Téhéran. Seulement trois mois avant que le silence ne tombe, une ambiance électorale emplissait la rue de vitalité et d'espoir. Avant les élections de juin 2009, l'optimisme politique enhardissait quotidiennement les esprits. Les gens s'habituèrent à se rassembler dans la rue sans crainte d'une intervention de la police, on allumait les phares des voitures et on défilait les mains levées, dans un élan d'espoir. Après l'élection, la « mani-

**E**n 2009, l'Iran a été le théâtre d'un mouvement social inhabituel, connu alors et jusqu'à aujourd'hui comme « le Mouvement vert ». Il ne s'agissait pas d'une contestation écologiste mais d'un mouvement qui a été provoqué par les résultats contestés de l'élection présidentielle, la volonté de libre expression et de réformes de la jeunesse et une vague collective d'optimisme politique à l'échelle nationale. En Iran et à l'étranger, des Iraniens sont descendus manifester dans la rue pour demander des réformes législatives et politiques. Certains définissent le Mouvement vert comme un mouvement religieux. Bien que le mouvement ait intégré l'iconographie et le vocabulaire religieux, ces éléments

ont perdu leur sens religieux initial dès lors que les manifestants les ont utilisés dans un contexte et un environnement politique qui ont été redéfinis. Ce processus de redéfinition des symboles et des rituels est un exemple du concept de tactique développé par Michel de Certeau<sup>1</sup>, selon lequel si l'État refuse de laisser une place à la protestation, le peuple s'emparera de ce qui lui reste, c'est-à-dire, dans le cas de l'Iran, du domaine de la religion.

Les stratégies de l'État n'étaient pas adaptées face aux tactiques du peuple. Dans un pays inondé de rituels religieux organisés et avalisés par l'État, il existe beaucoup de domaines – dans le temps et dans l'espace – susceptibles d'être mani-

festation silencieuse » du 15 juin a été considérée comme un tournant majeur pour le Mouvement vert. La manifestation a attiré des centaines de milliers de personnes vers la Place Azadi, où les participants ont défilé en silence. Les manifestants marchaient mains levées, non avec l'enthousiasme précédant le scrutin, mais en signe de protestation. Cette protestation silencieuse a été suscitée par la colère du peuple contre la décision du gouvernement d'interdire les rassemblements publics après l'élection contestée à la présidence. À la différence de leurs prédécesseurs qui avaient mené la révolution de 1979 pour chasser le shah du pouvoir, les participants du Mouvement vert ne sont pas rentrés chez eux reprendre leurs activités habituelles en laissant la révolution aux soins du gouvernement, ou de l'État. La jeunesse de la classe moyenne iranienne a cherché des moyens de rester engagée et de poursuivre la lutte pour ses revendications. Bien que le gouvernement ait continué à réprimer les activités du Mouvement vert, les participants au mouvement ont recherché des approches innovantes pour poursuivre leur contestation.

Dans le cadre d'une structure politique rigide et intolérante, comment les mouvements sociaux peuvent-ils se développer en Iran ? Les concepts de de Certeau sur la tactique et la stratégie traitent, me semble-t-il, de telles possibilités. Selon lui la résistance, dans les sociétés où l'organisation du pouvoir est extrêmement complexe et l'État omniprésent, ne peut se produire qu'à travers des pratiques invisibles, tactiques et dissimulées. Dans la lignée de de Certeau, je voudrais montrer la façon dont le Mouvement vert a réussi à redéfinir les objectifs et les rôles de certains places et symboles

### > La re-politisation de la couleur verte

On peut commencer par le nom du mouvement et sa couleur symbolique – le vert. Durant les mois de troubles

politiques qui ont suivi l'élection présidentielle, la couleur verte a symbolisé la protestation et la dissidence, ce qui doit être compris dans le contexte historique de l'Iran, où cette couleur a de profondes racines culturelles et religieuses. D'une part, la couleur verte a une signification religieuse. Pour les musulmans chiites, elle est considérée comme une référence sacrée au Prophète Mohammed et à sa famille. Par le passé, le caractère sacré du vert a également été synonyme de protestation, symbolisant l'opposition des musulmans chiites à la religion dominante (sunnite). Tout au long de son histoire, la culture chiite s'est construite sur la base d'une opposition active aux menaces provenant des partis au pouvoir, notamment à travers la formation de réseaux clandestins de résistance. Pendant des siècles, les musulmans chiites ont manifesté leur protestation en exhibant et en utilisant la couleur verte, par exemple dans les rituels de deuil de leurs frères martyrs. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle où l'Islam chiite est devenu la religion dominante, la couleur verte constitue un élément sacré de la vie culturelle iranienne. Le vert était par conséquent déjà porteur d'une signification politique en Iran avant juin 2009, lorsque les leaders de la classe moyenne citadine ont transformé ce qui était un symbole de résistance religieuse et de fierté en un symbole d'opposition politique au régime.

Plusieurs mois avant l'élection présidentielle de 2009, les rues, les voitures et les habitants de Téhéran étaient couverts de vert – le vert était partout présent. Jusque sur Internet, les blogueurs iraniens manifestaient leur soutien au Mouvement en couvrant leurs sites web de vert. Son omniprésence a apporté un nouveau souffle à la ville, à ses habitants, et montré la possibilité de réformes politiques. Les rubans verts attachés au poignet, un temps considéré comme un talisman pour les malades en phase terminale en quête de miséricorde ou d'un miracle, sont devenus un élément essentiel de l'uniforme des jeunes de la classe moyenne de Téhéran. L'adop-

tion du ruban vert au poignet ne faisait plus référence à la guérison de maux physiques mais à celle d'une maladie autrement plus grave, le rétablissement de la santé politique et sociale de l'Iran. Dans la conjoncture actuelle, le fait d'arborer collectivement la couleur verte est devenu un nouveau mode de protestation.

### > Le renversement des vieux slogans

La stratégie du Mouvement vert a été de s'approprier les slogans politiques qui étaient utilisés dans les rues de Téhéran pendant la révolution de 1979 – des slogans symbolisant la défiance envers l'État. Dans la foulée de la révolution de 1979, le nouveau gouvernement – la République islamique d'Iran – a intégré dans l'idéologie officielle les slogans et la rhétorique des protestataires. Avec le temps, la plupart des Iraniens ont oublié la rhétorique révolutionnaire, dans la mesure où l'État s'était éloigné des fondements du mouvement. Mais en 2009, les manifestants ont tiré ces slogans de l'oubli, redonnant vie à la révolution de 1979, mais hors de l'influence ou du programme du régime actuel. De jeunes Iraniens de la classe moyenne arborant des rubans verts porteurs d'espoir ont défilé en masse dans les rues en scandant des slogans de 1979 recyclés. Ces types de slogans et d'approches représentaient l'idée exprimée par Ernst Bloch de se servir d'aspirations passées insatisfaites (celles de la révolution de 1979) afin de réaliser « à l'avenir tout le potentiel possible ». Le Mouvement vert a ainsi récupéré le fameux slogan révolutionnaire de 1979 « Indépendance, Liberté et République islamique », que les médias d'État avaient transformé en un cliché et qui était désormais scandé contre l'État.

Bien que les slogans des manifestants semblent reprendre ceux de la République islamique, ils ont perdu leurs implications initiales afin de transmettre un sens entièrement nouveau, à savoir que la Révolution de 1979 est un projet inachevé. Des idées poli-



tiques qui étaient tombées dans l'oubli sont réapparues à la faveur de slogans comme « Allah ô Akbar » et « Ya Hussein, Mir Hussein ». Le premier, un slogan de 1979, est devenu un slogan militaire pendant la guerre de huit ans entre l'Iran et l'Irak, lorsque les soldats iraniens ont scandé « Allah ô Akbar » – « Dieu est grand » – au moment d'attaquer l'ennemi. Le slogan a été à nouveau politisé pendant les manifestations qui ont suivi les élections de 2009. « Ya Hussein, Mir Hussein » faisait allusion à feu l'imam Hussein, un ancien chef religieux chiite, qu'on priait de venir en aide à Mir Hossein, en référence à Hossein Moussavi, le leader de l'opposition et héros du Mouvement vert. De cette manière, les slogans d'une religion soutenue par l'État ont été transformés en psalmodies politiques de l'opposition.

### > Une commémoration politique

L'usage particulier que fait le Mouvement vert de l'espace trouve son origine dans la culture chiite. Pour comprendre les racines de cette culture, il faut remonter au rôle qu'elle a pu jouer autrefois en tant que secte religieuse minoritaire. Suite à l'assassinat par le gouvernement de l'imam Hussein à Karbala le jour de l'achoura (680 après J.-C.), les musulmans chiites ont adopté le slogan « Chaque jour et chaque endroit sont achoura et Karbala ». Ils ont intériorisé ce slogan qui est devenu le symbole de la culture chiite – sa tradition se perpétue à travers la transmission et les actes de commémoration. Quoique les événements évoqués ne représentaient pas en soi une victoire pour les musulmans chiites, leur transmission a été perçue comme une forme de triomphe, faisant de l'achoura un rituel moderne en Iran. Comme les premiers musulmans chiites, les manifestants du Mouvement vert ont utilisé

les jours fériés nationaux tels que le Jour de l'Étudiant, le Jour de la Palestine et les dates d'autres événements nationaux et religieux comme des occasions d'organiser des manifestations et des espaces de résistance. Ce phénomène a également conduit certains jours fériés non officiels comme ceux des prières « vertes » du vendredi ou de l'excursion « verte » en montagne à devenir d'autres occasions de continuer à faire entendre sa voix contre le gouvernement.

### > Les médias alternatifs et la politique

« Les médias, c'est vous » a été l'un des slogans forts du Mouvement vert, un message adressé au gouvernement pour démontrer que les médias sont un puissant outil que tout un chacun peut utiliser pour communiquer et exprimer son désaccord. Le leader de l'opposition, Mir Hossein Moussavi, a déclaré : « Lorsque le gouvernement ferme une porte, il nous faut chercher une fenêtre de substitution. Lorsqu'un journal est interdit, un autre doit être créé dans le cadre légal. Pour chaque blog qui est fermé, il faut ouvrir des dizaines d'alternatives »<sup>2</sup>.

Étant donné que de nombreux journaux et sites web indépendants ont été interdits, l'e-mail et les textos se sont révélés des outils essentiels pour informer la population du moment où descendre dans la rue. Les sites des médias sociaux tels que Facebook sont eux aussi devenus une source d'information privilégiée dans la mesure où la BBC et d'autres médias traditionnels peinaient à suivre le rythme des événements. Les manifestants, en utilisant leurs appareils photo et téléphones portables pour partager des infor-

mations et des nouvelles, sont instantanément devenus des journalistes citoyens et des fournisseurs de contenu. Les événements ont donc souvent été diffusés en direct par les agences de presse étrangères.

### > Domaines de pouvoir et actes commémoratifs

Le Mouvement vert s'inspire des mouvements post-religieux. Bien que le mouvement fasse usage d'une iconographie et d'un vocabulaire religieux, ces éléments ont été dépourvus de leurs connotations religieuses à travers une nouvelle représentation. S'il y a une chose à retenir, c'est que les puissantes structures de l'État reprennent leur domination. On a tendance à oublier les efforts de résistance lorsque le terrain et les occasions sont récupérés par l'État, ce qui rend la résistance apparemment vaine. Après les manifestations de protestation qui ont suivi les élections, les activités de résistance ont subi un coup d'arrêt – les téléphones portables ont été coupés, les textos interceptés, et finalement le port de symboles du Mouvement vert interdit. À Téhéran, aussi bien les rassemblements publics que les foules sont devenus extrêmement rares. Six mois après le début du Mouvement, toute manifestation de protestation a disparu des rues et les gens ont été rappelés à l'ordre. En même temps, des signes de vie clandestins, des graffiti, et surtout, les actes commémoratifs, restent présents pour être utilisés comme mécanismes de diffusion de la protestation. Une nouvelle culture clandestine est née, dont le peuple est le conteur. ■

<sup>1</sup> de Certeau, M. (1980) *L'invention du quotidien*, vol.1, Arts de faire. Paris : Gallimard.

<sup>2</sup> <http://www.irangreenvoice.com/article/2010/apr/18/2594>

# > Égypte

## La violence de la contre-révolution

Mona Abaza, Université Américaine du Caire (Égypte)



*Khaled Saïd, martyr devenu une icône de la révolution, a été battu à mort par des agents de police du régime de Moubarak à Alexandrie. Ce meurtre a été l'un des principaux événements à l'origine de la révolution de janvier 2011. Le visage battu et défiguré de Saïd a été reproduit sur de nombreux graffiti et clichés. Photo de Mona Abaza.*

**D**e nombreux Égyptiens continuent à se demander comment ils arrivent à survivre à la démesure des violences quotidiennes perpétrées par le régime des Frères musulmans. Cette interrogation a amené beaucoup d'entre eux à se poser des questions sur les deux années écoulées depuis janvier 2011. Beaucoup commencent à penser qu'une junte

militaire pourrait bien être plus supportable que le régime actuel des Frères musulmans, qui se contente de reproduire les pratiques de corruption de l'ère Moubarak, mais avec les barbes en plus. Leur désignation comme fascistes musulmans a circulé dans de nombreux articles, commentaires et débats à la télévision et à la radio pour nous rappeler qu'il y a des répertoires communs et des ana-

>>

logies avec l'histoire de l'Europe qui mériteraient réflexion.

Ceci étant dit, qu'il s'agisse de launte militaire ou des islamistes, qu'il s'agisse des deux parties qui continuent de régner moyennant une répartition négociée des tâches – les Frères musulmans au premier rang de la vie civile et les militaires en coulisses, non sans de fortes tensions entre les deux camps –, ou qu'il s'agisse du jeu politique contradictoire entre l'armée et les Frères musulmans concernant la région du Sinaï qui va se conclure par une guerre ouverte en raison des ambitions supranationalistes de la Confrérie qui s'opposent aux intérêts nationaux de l'armée, les observations récentes ne manquent pas pour donner à penser qu'un coup d'état militaire pourrait intervenir bien plus tôt que prévu.

Quoiqu'il en soit, l'Égypte a assisté ces derniers mois à des épisodes d'une violence extrême et terrifiante – massacres systématiques, enlèvements, personnes humiliées, dépouillées de leurs vêtements, traînées par terre, battues à mort et une fois de plus des épisodes répétés de manifestants délibérément défigurés. D'un autre côté, en l'absence d'une force de police pour protéger la population des crimes et des pillages, une forme de « justice populaire » semble s'être mise en place. Les habitants des quartiers déshérités règlent eux-mêmes leurs comptes en tuant, brûlant vifs et battant à mort en public et collectivement les criminels et les voleurs, sans parler des attaques sporadiques contre des postes de police.

Ce court article vise par conséquent à repenser la place du corps dans la lutte pour une nouvelle culture publique de la contestation – une contestation qu'illustre la réaction au couvre-feu imposé par le régime de Morsi à Port-Saïd en janvier 2013, qui a conduit l'ensemble des habitants de la ville à défier cette décision en descendant dans la rue

célébrer en masse, haut et fort, des matchs de football et autres manifestations publiques de cet ordre. Alors que j'écris ces lignes, en ce début du mois de mars, la désobéissance civile se poursuit dans pratiquement toute la ville de Port-Saïd, avec un soutien populaire de plus en plus impressionnant.

Depuis l'arrivée de Morsi au pouvoir, l'Égypte a été le théâtre d'un nombre croissant de meurtres, d'enlèvements et de mutilations de membres de l'opposition révolutionnaire. Depuis, et plus que jamais, les manifestations publiques de violence auxquelles donnent lieu dans les villes les guerres et affrontements continus entre les forces de police et les protestataires ont atteint un niveau effrayant, au point que la plaisanterie qui circule en ce moment c'est que Moubarak, le dictateur déchu, est devenu un homme bon comparé aux islamistes du régime actuel et leur violation flagrante et sans scrupules des droits de l'homme. Alors que Morsi n'est au pouvoir que depuis huit mois, il a réussi à faire plus de 100 martyrs dans l'Égypte entière (au cours d'affrontements dans les villes de Port-Saïd, Alexandrie, Ismaïlliyah, Suez, à Rafah, Mansourah, Mahalla al-Kubra et dans d'autres gouvernorats, sans compter Le Caire : la place Tahrir, les affrontements de 2012 de la rue Mohamed Mahmoud II et les événements du palais présidentiel).<sup>1</sup> Rien que depuis le 25 janvier 2013, 53 personnes ont été tuées à Port-Saïd.<sup>2</sup>

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui posent cette question : les multiples incidents sous le régime de Moubarak ne témoignaient-ils pas tout autant de la brutalité policière et des tortures ? Rappelons le meurtre de Khaled Saïd à Alexandrie, qui a été le détonateur de la révolution égyptienne, ainsi que les nombreux cas de torture qui avaient précédé dans les commissariats : n'étaient-ils pas précisément la raison pour laquelle la révolution

de janvier avait été déclenchée en 2011 ? Qu'y a-t-il donc de nouveau aujourd'hui ?

Ce qui fait peut-être la différence avec l'époque de Moubarak c'est que nous sommes désormais publiquement témoins de violations systématiques et répétées de la dignité humaine sous tous ses aspects, précisément après une révolution qui est elle-même née de la revendication de rétablir la dignité humaine. L'humiliation corporelle collective est précisément le fait d'un régime qui prétend défendre la révolution. La démonstration publique de brutalité a assurément un puissant effet, grâce aux médias qui diffusent les événements en direct. Peut-être aussi parce que les islamistes – étant les anciennes victimes du régime de Moubarak –, après avoir détourné la révolution, tentent désespérément et plus que jamais de « confrériser » l'État en plaçant leurs partisans à des postes clés, avec l'objectif à long terme d'instaurer un État théocratique. Néanmoins, ils se sont retrouvés pris au piège en reproduisant le même discours, les mêmes méthodes et procédures que ceux qui les persécutaient, c'est-à-dire l'ancien régime, à la différence près qu'il leur faut faire preuve d'une brutalité encore plus grande contre la rue.

Ces derniers mois ont suscité une stupéfaction collective, si ce n'est une colère collective, face à la médiocre imitation et au manque de créativité de la Confrérie, apportant un cas d'étude fascinant sur la manière dont se font les contre-révolutions. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle plusieurs psychiatres égyptiens ont récemment attiré l'attention sur le côté schizophrène de ceux qui ont succédé à Moubarak, qui préconisent une moralité et une chasteté islamiques tout en étant publiquement les instigateurs des pratiques corporelles les plus humiliantes, comme le fait de dépouiller des hommes



À ciel ouvert, le « Musée de la Révolution », au centre de la place Tahrir, représente ses martyrs. Le musée a été reproduit devant le palais présidentiel à Heliopolis. La place Tahrir ayant été bombardée à plusieurs reprises par la police, son Musée a disparu. Photo de Mona Abaza.

et des femmes de leurs vêtements, de traîner par terre, battre, rouer de coups, défigurer ou même tuer des manifestants. La manière dont les milices islamiques ont commis des actes de vengeance à l'encontre de la jeune génération de révolutionnaires en mutilant et torturant de jeunes hommes et femmes devant le palais présidentiel a conduit beaucoup de gens à se demander si de tels actes sont le reflet de tendances sadiques ou s'ils correspondent à l'éruption d'une affection collective qui résulterait d'une longue tradition de contre-culture autoritaire entretenue par un pouvoir en place autoritaire.

Depuis que les Frères musulmans ont envoyé leurs milices armées tuer des manifestants pacifiques devant le palais présidentiel et ont mis en place des centres de torture, nous sommes passés à un nouveau niveau qualitatif de violence et de démonstration publique de violence, visant à semer la terreur parmi les manifestants. L'incident a eu lieu le 5 décembre dernier lorsque, sous prétexte de défendre le Président, les milices ont semé la terreur en tuant ouvertement des manifestants.<sup>3</sup> La couverture médiatique

en direct était choquante car les massacres ont été aussitôt retransmis. On a pu voir à la télévision la mutilation systématique et ciblée des manifestants. Au cours de la nuit, plusieurs chaînes de télévision par satellite ont diffusé des images de milices armées tirant à balles réelles contre les manifestants. La chaîne CBC+2 a diffusé pendant toute la nuit des images terrifiantes des forces de sécurité intérieure qui enlevaient des jeunes parmi la foule et les battaient violemment à mort. Cependant nombreux sont ceux qui se sont alors demandé : qu'y a-t-il là de nouveau ? Encore une fois, la violence était déjà présente sous Moubarak.

Sur YouTube, les éléments de preuve ne manquaient pas de tireurs isolés tirant directement non seulement sur les manifestants, mais aussi sur les passants et ceux qui portaient les cercueils dans un cortège funèbre à Port-Saïd. Les centres de torture mis en place par les milices ont été filmés, et l'incident a été rendu public. Sur la Place Tahrir, le viol collectif par quelque 300 ou 400 nervis d'une vingtaine de femmes qui ont été agressées

séparément au cours du dernier mois, a été une tactique réitérée du régime pour faire fuir les femmes. Les enlèvements et les actes de torture de jeunes révolutionnaires retrouvés pratiquement morts et complètement nus, continuent de se produire quotidiennement. C'est ainsi que Mohammed al-Gundi, qui appartenait au parti du Courant Populaire, a été tué ce mois-ci, alors que les sources officielles affirment qu'il est mort dans un accident de voiture.<sup>4</sup> Les médias d'opposition, la presse et les organisations de défense des droits de l'homme ont avancé que l'un des aspects de ce changement dans l'échelle qualitative de la violence se révèle être une stratégie organisée et « systématique » destinée à réduire définitivement au silence tout opposant à la Confrérie. Prenez par exemple les hordes de violeurs qui agissent en bandes sur la Place Tahrir, et la manière dont ils se déplacent en cercles organisés pour écarter et isoler des femmes de leur groupe, leur arracher leurs vêtements, les torturer et leur donner des coups de couteau au vagin pour leur infliger des douleurs atroces dans leurs parties les plus intimes. Le fait que

certaines de ces jeunes filles aient été gravement mutilées a été parfaitement ignoré par Morsi. Prenez en compte par exemple le fait que ces incidents se sont tous reproduits de manière identique. Et si le Conseil de la Choura jette de l'huile sur le feu en tentant de faire passer une loi selon laquelle les femmes devraient être tenues responsables des viols collectifs dans la mesure où elles ne devraient de toute façon pas manifester sur la Place Tahrir, cela ne veut dire qu'une seule et unique chose : que le régime est désormais en train de légaliser le crime.

Au chapitre des exterminations systématiques, il faut mentionner que des membres du Mouvement du 6 avril et plusieurs administrateurs de pages Facebook ont été assassinés, et d'autres menacés de mort. Certains dissidents, leaders des travailleurs de Mahalla al-Kubra, ont également été victimes de torture.<sup>5</sup> Les enfants n'ont pas échappé à la torture, comme dans le cas diffusé par la presse de l'incarcération de quelques 114 enfants dans la prison du camp de Torah et al-Gabal-al Ah-

mar. Ce fut un véritable choc d'écouter à la radio que certains parents, après avoir finalement retrouvé, au terme d'une longue recherche, leurs enfants dans différentes prisons, n'étaient pas capables de les reconnaître tant ils avaient été mutilés par la torture. Le pays a également été secoué par la nouvelle d'un enfant de 12 ans tué par deux balles, un pauvre vendeur ambulant de patates douces à Tahrir.<sup>6</sup> On a appris plus tard qu'il avait été tué par un soldat qui l'avait pris pour cible, alors que les médias avaient annoncé qu'il avait été tué par erreur. Cependant, dans les médias officiels, il n'a été fait aucune allusion au fait qu'il était un gamin des rues sans ressources âgé de 12 ans.

Certains observateurs ne cessent de rappeler que ces atrocités ne sont pas une nouveauté. De fait, le blogueur Sandmonkey<sup>7</sup> et Nelly Ali, une anthropologue qui travaille sur les enfants des rues<sup>8</sup>, ont tous deux exprimé la même thèse, aussi terrible soit-elle : ce que l'Égypte est en train de vivre n'est rien d'autre que la continuation des pratiques du régime de Moubarak. Cela fait

longtemps que les enfants des rues sont victimes de viol, de tortures, d'assassinats systématiques, tout comme cela fait longtemps que les prisons égyptiennes sont des camps de concentration. La seule nouveauté est que désormais les classes moyennes se heurtent dans leur vie quotidienne à de telles atrocités. La brutalité n'épargne plus leurs fils et leurs filles. Ces derniers mois, on a pu voir que les victimes du régime étaient principalement des jeunes de la classe moyenne au physique avantageux, comme si une fois de plus, le régime vieillissant, patriarcal et plein de ressentiment devait continuer à sacrifier de beaux et jeunes corps pour tenter d'assurer désespérément sa survie. ■

<sup>1</sup> *Al-Tahrir*, 16 février 2013, p. 9.

<sup>2</sup> The Egyptian Initiative for Human Rights, 19 février 2013,

<http://eipr.org/pressrelease/2013/02/19/1635>

<sup>3</sup> Tadros M. "Signs of Islamist Fascism in Egypt?", 8 décembre 2012, <http://www.opendemocracy.net/5050/mariz-tadros/signs-of-islamist-fascism-in-egypt>, consulté le 14 février 2013.

<sup>4</sup> *Al-Tahrir*, 12 février 2013.

<sup>5</sup> *Al-Tahrir*, 12 février 2013.

<sup>6</sup> *Al-Tahrir*, 14 février 2013.

<sup>7</sup> Salem M. "The Horror", *Daily News*, 11 février 2013, <http://www.dailynewsegypt.com/2013/02/11/the-horror/>

<sup>8</sup> Ali N. *al-Shuruq*, 15 février 2013.

# > Les universités indiennes transformées en machines à profit

Satendra Kumar, Delhi School of Economics, Delhi (Inde)



Publicité en faveur du « business » des accréditations dans l'Uttar Pradesh.

ont suivi, l'enveloppe budgétaire de l'enseignement supérieur a été réduite, et il n'y a pratiquement plus eu de nouvelles embauches de personnel universitaire, enseignant et autre. Dans cet article, j'examine comment la marchandisation a abouti à un véritable démantèlement de l'université publique à Meerut, dans l'Uttar Pradesh, et à son remplacement par un système pervers d'enseignement privé.

La Chaudhary Charan Singh University (CCSU), du nom du leader paysan et ancien premier ministre originaire de la région, a été créée en 1966. L'université proposait des formations en lettres et en sciences au niveau master et doctorat. Quelque 55 établissements d'enseignement supérieur en lettres, sciences et gestion (de deuxième et troisième cycles universitaires) étaient en outre rattachés à l'université. Malgré la qualité médiocre de l'enseignement, les classes surchargées et les infrastructures insuffisantes, l'université a néanmoins contribué de manière admirable à former dans de multiples domaines des personnes issues de différentes castes et classes sociales. La situation a cependant radicalement changé au début des années 2000 lorsque l'université, conformément à la nouvelle politique du gouvernement imposant des coupes budgétaires drastiques, s'est mise à recueillir des fonds en délivrant des certificats et d'autres formes d'accréditation permettant d'organiser des formations professionnelles autofinancées, d'abord au sein des départements d'université puis dans des écoles affiliées gérées par l'État.<sup>1</sup>

**D**ans le monde entier, les universités sont soumises à la double pression de la régulation et de la marchandisation – et les universités indiennes ne font pas exception. À la fin des années 90, conformément aux tendances mondiales et aux injonctions de la Banque mondiale, le gouvernement indien a déclaré que les établissements d'enseignement supérieur devraient faire des efforts pour trouver leurs propres sources de financement, en augmentant les droits d'inscription, en encourageant les donations privées et en générant des revenus par le biais d'activités de conseil et autres. Le gouvernement a justifié cette décision en la présentant comme nécessaire pour alléger la pression sur les dépenses publiques. En avril 2000, le Conseil du Commerce et de l'Industrie présidé par le Premier ministre, a chargé un comité dirigé par M. Mukesh Ambani et M. Kumarmangalam Birla de proposer des réformes dans le secteur éducatif. Le comité a estimé que l'éducation était un marché très rentable et il a suggéré que le gouvernement se limite à l'enseignement primaire tandis que l'enseignement supérieur serait laissé au secteur privé. Les deux industriels ont préconisé une marchandisation totale de l'enseignement supérieur. Dans les années qui

L'initiative de l'université visant à délivrer à des partenaires privés des accréditations permettant d'offrir des cursus de formation professionnelle, a incité de nombreuses entreprises locales à ouvrir de nouveaux établissements d'enseignement. Bientôt, cette initiative a également attiré l'attention de jeunes diplômés sans emploi, dont certains géraient des centres de formation. Elle a également attiré des responsables politiques locaux proches de la bureaucratie de l'université et de la classe politique dominante. Du jour au lendemain, nombre de minuscules instituts de

>>

formation se sont convertis en établissements de formation professionnelle. Des milliers d'hectares de terrain public, qui avaient été rachetés aux paysans pour un prix dérisoire, ont été alloués par les autorités locales à des responsables politiques. Ceux-ci ont créé des établissements d'enseignement par le biais de fondations, ce qui leur a permis d'inventer de nouvelles manières de « blanchir de l'argent sale » et de se soustraire à l'impôt au nom du service social.<sup>2</sup> En l'espace de dix ans, pas moins de 350 établissements privés ont été créés dans la zone urbaine et rurale de Meerut et des villes avoisinantes. La CCSU a délivré à ces établissements des accréditations leur permettant d'offrir plusieurs cursus en ingénierie, gestion et pharmacie ainsi que des formations pour devenir enseignant. Parmi ces institutions, rares sont celles qui soient intéressées à proposer des cursus en lettres, sciences sociales ou philosophie. Le résultat de cette politique, c'est que la CCSU, qui était auparavant une vaste université publique d'enseignement général, est devenue une machine à distribuer des accréditations au profit d'établissements privés fondés sur une logique commerciale.

Le démantèlement de l'université publique par l'État et l'émergence d'un secteur privé en plein essor ont eu de multiples conséquences perverses sur la qualité de l'enseignement et au plan de la justice sociale. Au début, nombreuses sont les institutions qui ont été créées et gérées sans respecter les normes établies par le gouvernement pour ouvrir un établissement d'enseignement privé. Ceci a eu pour résultat que des centaines d'établissements et d'institutions ont été gérés sans les infrastructures adéquates ni un personnel enseignant qualifié. Aujourd'hui, on trouve ainsi des institutions où des étudiants sont inscrits sur le papier mais où l'on ne donne aucun cours. Ces établissements contournent les lois en vigueur en imposant des *capitation fees*<sup>3</sup> exorbitantes, que beaucoup d'étudiants pauvres et issus des classes populaires ne sont pas en mesure de payer.

Afin d'aider les étudiants issus des classes populaires ou des castes inférieures, le gouvernement a proposé des bourses d'études ainsi que des subventions pour les institutions qui admettaient dans des cursus de formation professionnelle des étudiants issus des castes inférieures. Mais au lieu de contribuer à la justice sociale, ce programme a servi les intérêts des établissements privés, qui l'ont exploité à leur profit. Beaucoup d'écoles professionnelles et d'institutions ont fait appel à de soi-disant « consultants » (intermédiaires) chargés de préparer des listes d'étudiants des castes inférieures en faisant du porte-à-porte dans les villages proches et les quartiers de la périphérie de Meerut. Ces étudiants étaient invités à s'inscrire dans les cursus de formation professionnelle qui donnaient droit à des subventions du gouvernement. Dans beaucoup de cas, les étudiants n'étaient pas intéressés par ces cursus mais étaient tout de même inscrits sur le papier. Qui plus est, beaucoup ont été inscrits sans le savoir dans plus d'un établissement. Dans le premier cas, les étudiants bénéficiaient de bourses

en obtenant des diplômes sans assister aux cours, tandis que les propriétaires des établissements privés recevaient des subventions considérables. Dans le second cas, les propriétaires des établissements d'enseignement et les consultants ont été les bénéficiaires, sans aucun avantage pour les étudiants. De cette manière, une quantité considérable de fonds publics a été blanchie pour le secteur privé.

Les universités privées sont également devenues des machines politiques destinées à gagner de nouveaux électeurs. De nombreux responsables politiques ont créé des établissements de formation professionnelle dans les zones rurales et semi-urbaines. Pour beaucoup d'entre eux, l'une des raisons était d'acheter à bas prix des terres agricoles. Ces responsables politiques se sont présentés comme appartenant à des organismes caritatifs qui non seulement aidaient les membres de leur caste mais aussi l'ensemble des castes et classes sociales des milieux ruraux, là où les établissements d'enseignement étaient encore peu nombreux. Les écoles et universités privées sont devenues un instrument pour étendre le clientélisme aux parents pauvres qui ne peuvent pas payer des *capitation fees* exorbitantes et à une jeunesse instruite qui peine à trouver un emploi. Quand il y a des élections, ces parents et ces jeunes font campagne et votent pour leurs parrains.

En réalité, des ressources publiques ont été utilisées pour financer l'expansion du secteur privé en Inde. Non seulement cette privatisation a donné naissance à une classe de riches propriétaires d'établissements d'enseignement, qui sont issus des castes supérieures et moyennes, mais elle a aussi contribué à l'aggravation des inégalités d'accès à l'enseignement supérieur. Une part importante des diplômés de ces universités privées finissent par s'inscrire dans des cursus supplémentaires pour améliorer leurs compétences ou par accepter des emplois très mal rémunérés. Les étudiants issus des classes populaires et des castes inférieures se retrouvent coincés dans le labyrinthe des universités privées. Il en résulte une reproduction des classes et des castes, ainsi qu'une véritable instrumentalisation du savoir. Je n'ai étudié ce phénomène qu'à Meerut et dans l'Uttar Pradesh occidental, mais j'imagine qu'ailleurs en Inde, la privatisation de l'enseignement public a les mêmes conséquences dès lors que les réglementations de l'État peuvent être contournées moyennant des pots-de-vin ou d'autres formes de corruption. On retrouve ici la tendance mondiale qui veut que les biens publics passent aux mains d'acteurs privés, avec l'accord tacite ou l'encouragement explicite de l'État. ■

<sup>1</sup> Dans les cursus autofinancés, un étudiant était censé payer des frais d'inscription supérieurs à la normale, mais c'est l'université qui fournissait l'infrastructure telle que les bâtiments, le personnel enseignant et les bibliothèques. En résumé, le gouvernement apportait les fonds publics pour financer un enseignement privé.

<sup>2</sup> La direction d'un établissement d'enseignement relève du service social. C'est une activité qui est considérée comme non lucrative et elle n'est pas soumise à l'impôt.

<sup>3</sup> Les *capitation fees* (cotisations personnelles) constituent une forme de paiement officieux qui, en Inde, est souvent nécessaire pour être admis dans un établissement d'enseignement supérieur.

# > Les sociologues allemands boycottent le classement des universités

**Klaus Dörre, Stephan Lessenich et Ingo Singe,  
Université Friedrich-Schiller d'Iéna, (Allemagne)**

*Johanna Sittel, étudiante en master à l'Université Friedrich-Schiller d'Iéna, a rejoint de nombreux autres sociologues allemands pour boycotter à l'échelle nationale les systèmes de classement des universités.*



**D**ans le monde entier, les universités et établissements d'enseignement supérieur sont touchés par des changements structurels, inspirés des principes de l'entreprise entrepreneuriale. L'imposition des principes d'une nouvelle gestion publique signifie que, de plus en plus, les universités sont gérées comme des entreprises privées. Les ressources sont allouées en fonction des résultats et d'objectifs ciblés. Le capitalisme académique, dont les principaux instruments sont les classements des départements d'université les palmarès, a fait son entrée en Allemagne. Le problème, c'est que cela conduit à une routine universitaire qui est déterminée en fonction d'indicateurs quantitatifs de performance (financement de la recherche, nombre de doctorats et d'étudiants au niveau licence et master) et un désintérêt pour les critères qualitatifs. Le travail à l'université a

>>



changé de manière radicale, à la fois dans sa conception et son contenu. L'augmentation des responsabilités administratives entrave de plus en plus l'enseignement et la recherche. Il existe une logique d'escalade inhérente aux exercices de mesure des performances (« toujours plus et jamais assez »), qui se traduit par une intensification du travail et du stress et une surcharge de travail pour l'ensemble des catégories de personnes travaillant en milieu universitaire. Les effets négatifs sur la qualité de la recherche et de l'enseignement se font de plus en plus sentir.

L'Association Allemande de Sociologie (AAS) a par conséquent décidé de prendre position contre le capitalisme académique en boycottant le classement 2013 du CHE (Centre pour le Développement de l'Enseignement Supérieur), qui est certainement le classement qui a le plus d'influence dans le monde germanophone. La qualité de l'enseignement et de la recherche, la réputation des universitaires, les infrastructures scientifiques et la « visibilité » internationale figurent parmi les critères utilisés pour évaluer les départements d'université. À cet effet, des données (par exemple sur les financements extérieurs) sont recueillies auprès des équipes de direction des universités, des étudiants sont interrogés et certains professeurs sont également consultés. Les résultats sont publiés en collaboration avec l'hebdomadaire très réputé *Die Zeit* et constituent sans aucun doute une référence très importante pour les directeurs d'université aussi bien que pour la bureaucratie des milieux scientifiques.

L'AAS a récemment lancé un appel auprès des départements d'université, des professeurs et des étudiants

pour qu'ils ne participent pas au classement du CHE. L'initiative a d'abord été prise par l'Institut de Sociologie de l'Université Friedrich-Schiller à Jena. Fort de son classement parmi les meilleurs départements du palmarès, le département de sociologie de l'université a décidé de déclarer publiquement sa non-participation à l'édition 2013 du classement. L'annonce a été faite peu après la publication des résultats du classement pour l'année 2011-2012. Dans cette résolution, le département déclarait :

« Le dernier classement 2011-2012 du CHE, publié dans *Die Zeit*, a classé l'Institut de Sociologie de l'Université Friedrich-Schiller parmi les premiers. Nous nous réjouissons de cette manifestation de reconnaissance de notre travail. Cependant, nous sommes profondément sceptiques quant à l'instrument qu'est le classement des universités en tant que tel. Nous estimons que la valeur informative du classement du CHE est très limitée, ne serait-ce que pour une raison, à savoir que bon nombre d'universités ont été classées sur la base de données incomplètes. Le classement des universités est utilisé avant tout comme un instrument pour instaurer une culture de compétition en milieu universitaire. Il produit systématiquement des gagnants et des perdants, sans pour autant contribuer à améliorer la qualité du travail scientifique. L'Institut de Sociologie envisage par conséquent de ne pas participer à la prochaine édition de cette compétition. Comme annoncé antérieurement, nous consulterons le conseil d'administration et le comité de direction de l'AAS afin de définir ensemble une approche commune de la discipline. À cette occasion, un échange est nécessaire concernant les instruments appropriés pour

garantir la qualité scientifique et les moyens d'informer les étudiants sur les différents programmes de sociologie des universités allemandes. »

Le boycott, qui a été largement relayé par la presse, a entre-temps été adopté par l'AAS ainsi que par une grande partie des départements de sociologie en Allemagne. Il a également reçu le soutien d'autres disciplines. Des historiens, des spécialistes de littérature anglaise, des chimistes, des pédagogues et des spécialistes en sciences politiques ont décidé de ne pas participer pour le moment au classement du CHE.

Le boycott n'est pas soutenu de manière claire par les équipes de direction des universités. Et l'AAS a bien précisé qu'elle ne refusera pas le principe des évaluations de performances. En octobre 2012, le conseil d'administration de l'AAS a ainsi décidé de créer à l'attention des étudiants un système alternatif d'information, d'ordre exclusivement descriptif. Il a par ailleurs décidé de mettre en place un groupe de travail appelé *Task Force Studiengangsevaluation* pour étudier d'autres solutions permettant d'établir des mécanismes d'évaluation qui soient valables. Le boycott entrera dans sa « phase critique » au cours de cet été. Nous verrons dans les prochains mois s'il est ou non soutenu par un nombre suffisant d'étudiants et d'universitaires. À l'heure actuelle, l'issue est incertaine, mais les sociologues d'Jena, et de fait ceux de l'Allemagne entière, appellent la communauté scientifique internationale à en faire autant et à boycotter les classements.

Vous trouverez de plus amples informations sur :

[www.sociologie.de/che](http://www.sociologie.de/che) ■

# > Kidnappable:

## Sur la normalisation de la violence dans les villes mexicaines

Ana Villareal, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)



Dessin d'Ana Villareal, à partir du dernier profil sur Facebook d'un homme d'affaires et chasseur assidu de 31 ans, enlevé sur son lieu de travail en 2012. Bien que sa famille ait versé plusieurs rançons successives, il a été abattu et retrouvé mort une semaine après sur une autoroute proche. Craignant le même sort, de nombreux hommes d'affaires de Monterrey ont décidé de gérer leurs affaires à distance, en déplaçant leur bureau plus près de leur domicile ou même chez eux.

Carolina a amené sa fille de sept ans voir *Raiponce* au cinéma et l'a vivement regretté. Pendant les mois qui ont suivi, la petite Mariana ne cessait de parler de sa peur de voir quelqu'un grimper jusqu'à sa fenêtre et la kidnapper. « J'ai l'impression qu'ici il y a des gens méchants », a-t-elle dit à sa mère, qui m'a rapporté cette conversation au cours d'un entretien en m'offrant un café sur son balcon dans la riche municipalité de Monterrey (Mexique). « Oui, mais tu n'as pas à t'inquiéter », se souvient-elle lui avoir dit, « Premièrement, tu ne vis pas dans un château. Deuxièmement, tu n'as pas de cheveux magiques. Troisièmement, à l'époque du film, les portails automatiques et les alarmes n'existaient pas, et ses parents dormaient loin d'elle alors que la porte de notre chambre est juste à côté de la tienne ». Il fallut faire œuvre de beaucoup d'imagination et de persévérance pour rassurer Mariana et la convaincre qu'elle était protégée à l'école, au club sportif et quand elle était avec ses cousins. « Au diable Disney ! », conclut Carolina dans un accès de rage, « Pourquoi fait-on des films sur des enfants qui se font kidnapper ? ».

Le film a servi de détonateur à une peur que trop de Mexicains ressentent aujourd'hui : la peur d'être enlevé. Le phénomène du kidnapping, qui jadis ne touchait que les classes aisées, est devenu de plus en plus courant à l'encontre de l'ensemble des classes sociales de villes comme Monterrey, un pôle industriel de 4,5 millions d'habitants situé dans le nord-est du Mexique. Autrefois louée pour son esprit d'entreprise, Monterrey a fait ces

dernières années la une des journaux du monde entier comme théâtre de violences particulièrement macabres liées au trafic de drogue. Des images de corps pendus et des descriptions de tas de cadavres décapités trouvés sur les autoroutes de la région ont fait le tour du monde. Pourtant, cette violence liée au trafic de drogue a exacerbé d'autres formes de violence criminelle qui sont tout aussi préjudiciables à la population locale mais qui ne font pas la une des journaux.

Selon une étude récente réalisée par un groupe de réflexion à Mexico, le kidnapping est l'activité criminelle qui a le plus d'impact sur la perception qu'ont les Mexicains de l'insécurité, plus encore que les homicides liés au crime organisé (CIDAC, 2012). Les statistiques officielles de la criminalité sont particulièrement peu fiables dans le cas des enlèvements, dans la mesure où les victimes et leurs familles ne déposent généralement pas plainte en raison du manque de confiance dans l'action des forces de police et dans les institutions de justice – sans compter les menaces directes des ravisseurs. Néanmoins, un examen attentif des statistiques sur la criminalité et des enquêtes auprès des victimes qui sont actuellement disponibles, révèle une tendance à la hausse des enlèvements à la fois à Mexico et dans l'État de Nuevo León, où se trouve Monterrey (México Evalúa, 2011). Dans cet article, j'analyse un indicateur du degré de normalisation des enlèvements dans l'agglomération de Mexico, en me basant sur des travaux en cours réalisés sur le terrain, qui portent sur la manière dont l'accroissement des actes de violence est en train de transformer la vie quotidienne à Monterrey.

On sait que la violence est en voie de normalisation dès lors qu'elle est intégrée dans la langue de tous les jours et dans les pratiques quotidiennes. En ce qui concerne la langue, au cours des deux derniers mois, j'ai commencé à entendre, au moins dans les classes aisées et les classes moyennes, un néologisme créé en réaction à l'augmentation du nombre d'enlèvements. Des personnes commencent ainsi à se définir comme étant ou non *secuestrables* – c'est-à-dire « *kidnappables* ».

J'ai entendu cette expression pour la première fois le 25 janvier 2013, dans la bouche de Lucía, une femme de la haute bourgeoisie âgée de 43 ans, qui avait décidé de mettre de côté ses peurs et celles de sa famille et de se rendre dans leur maison de campagne située dans la périphérie de la ville. En raison des activités criminelles et militaires dans la région, cela faisait plus de 18 mois qu'ils ne s'étaient pas rendus dans cette demeure de plusieurs étages flanquée d'un grand bassin entouré de dizaines d'orangers et gardée par un jardinier et sa famille. « Ma famille pense que je ne devrais pas y aller car je suis *kidnappable* », m'a-t-elle dit à notre arrivée dans la maison, tout en buvant une bière et en s'exposant à la brûlure du soleil. « N'importe qui d'entre nous peut être pris entre deux feux, ça m'est déjà arrivé », ajouta-t-elle, « mais ce n'est pas vraiment ce qui nous inquiète, c'est plutôt le fait que la maison soit si isolée qu'on peut être victime d'un kidnapping, parce qu'on est *kidnappable*, et qu'ils peuvent demander une rançon ».

La deuxième fois que j'ai entendu cette expression, c'était dans la bouche de Santiago, un jeune homme âgé de 28 ans habitant un quartier de la classe moyenne. Pendant notre entretien, le mardi 26 février 2013, il s'est expliqué en ces termes : « Je sais que je ne suis pas *kidnappable*, je gagne environ 17.000 pesos par mois, ce qui est largement suffisant pour moi mais de combien pourrais-je disposer sur mon compte en banque ? Si je gagnais 100.000 ou 200.000 pesos, alors oui, j'aurais le sentiment d'être *kidnappable*. J'ai une voiture qui n'attire pas l'attention, une Cavalier de 2002. » La question de la voiture est essentielle, au point que beaucoup d'habitants de Monterrey ont changé de voiture et opté pour un style de vie plus discret. Un homme a ainsi vendu sa BMW à un ami de Santiago, ce qui a amené Santiago à se faire du souci pour son ami. Celui-ci a insisté sur le fait qu'il s'agit d'une vieille BMW qu'il a achetée bon marché, mais Santiago lui a rétorqué que c'est quelque chose que ses ravisseurs ne peuvent pas savoir. « Ils peuvent t'enlever », se souvient-il lui avoir dit, « et comment payeras-tu ? ». On craint donc beau-

coup non pas seulement d'être *kidnappable* mais aussi d'apparaître ou non comme *kidnappable*.

On peut ici observer la normalisation de la violence dans la façon dont le verbe *secuestrar* (*kidnapper*) devient un adjectif. Les taux élevés de kidnapping donnent lieu à une nouvelle forme de classification sociale liée à la criminalité, en divisant la population en deux groupes : ceux qui se perçoivent comme risquant d'être kidnappés et ceux qui ne se perçoivent pas ainsi. Dans ce contexte, être *kidnappable* devient une caractéristique qui fait partie intégrante de soi et qui est capable d'avoir un impact sur un ensemble d'habitudes de consommation, les emplois du temps, le travail et les stratégies pour se déplacer, sur lesquels je travaille actuellement.

« Ils n'ont pas besoin de savoir qu'il arrive ce genre de choses », ajoute Carolina vers la fin de notre entretien, en référence à ses enfants. « Je continue à vouloir les protéger contre cela, à vouloir préserver cette bulle, pour préserver leur enfance ». Carolina dit qu'elle ne pense pas être *kidnappable*, mais elle veille à ne pas sortir du quartier résidentiel dans lequel elle vit. Elle ne porte plus de montres Cartier ni ne conduit de voitures tape-à-l'œil. Elle ne lit pas les journaux ni ne regarde les informations à la télévision. Elle sort rarement le soir et a réduit son cercle de relations aux anciens camarades de classe et à sa famille. Elle expose clairement ces changements et semble parfaitement consciente qu'en tentant de construire une bulle pour la petite Mariana, elle tente aussi d'en construire une pour elle-même. Et pourtant, à la fin de notre entretien, elle ajoute en passant : « Je me demande comment les gens vivent dans les régions en guerre. Comment font-ils ? Comment arrivent-ils à gérer leur anxiété ? Ce doit être horrible ». ■

#### Références

CIDAC (2012) *8 Delitos Primero. Índice Delictivo*. Centro Integral para el Desarrollo, A.C.  
México Evalúa (2012) *Indicadores de víctimas visibles e invisibles de homicidios*.

# > Fragmentation sociale

## parmi la jeunesse mexicaine

**Gonzalo A. Saraví, Centre de Recherche et d'Études Supérieures en Anthropologie Sociale (CIESAS, Mexique)**

**A**u Mexique, les inégalités apparaissent comme une réalité endémique. Après une décennie de croissance économique et d'amélioration de certains indicateurs sociaux, le pays continue à présenter des niveaux très élevés d'inégalité sociale. Globalement, les niveaux d'éducation ont augmenté, les services de santé de base se sont étendus, et des programmes de transferts sociaux, tels que *Oportunidades*, concernent désormais plus de 5 millions de foyers, c'est-à-dire près d'un cinquième de la population. Toutefois, ces programmes n'ont contribué à la réduction de la pauvreté que de façon modeste et très inégale.

Derrière ces indicateurs et d'autres indicateurs de progrès visant à mesurer les objectifs internationaux de bien-être pour l'homme, on observe ainsi une persistance des inégalités. Dans un contexte d'évolutions contradictoires, un nouveau modèle d'« inclusion inégalitaire » est en train d'émerger. Privilèges et dénuement se côtoient, dans un climat d'ignorance mutuelle et même d'acceptation mutuelle tacite. Les inégalités ont réalisé un saut qualitatif dans le sens d'une fragmentation de la structure sociale, à travers des espaces d'inclusion qui ne sont pas seulement inégalitaires mais aussi socialement et culturellement éloignés.

**“La probabilité de rencontres entre les classes sociales est pratiquement nulle”**

Ce processus de fragmentation apparaît nettement lorsqu'on étudie l'étape de transition vers l'âge adulte. L'enfance et l'adolescence représentent des périodes clés de la vie. D'un côté, les opportunités et les contraintes à cette étape délimitent les possibilités et les conditions de notre bien-être futur. D'un autre côté, il s'agit de périodes décisives de socialisation et de subjectivation qui vont déterminer la manière dont nous nous intégrerons à l'âge adulte dans les espaces sociaux et culturels. Les études existantes sur le sujet ont permis de mieux comprendre les inégalités sociales structurelles et les mécanismes qui les régissent, mais l'on en sait beaucoup moins sur la façon dont les inégalités entraînent un processus de fragmentation de la société. La transition vers l'âge adulte et le vécu des jeunes sont des processus idéaux pour étudier les théories de la

fragmentation de la société, à la fois dans leurs dimensions structurelles et socio-culturelles.

L'accès à l'éducation a augmenté au Mexique de manière substantielle au cours des dernières décennies. Entre 1990 et 2010, l'accès à l'éducation élémentaire (jusqu'à l'âge de neuf ans) s'est pratiquement généralisé, et parmi les jeunes âgés de 25 à 29 ans, le nombre moyen d'années de scolarité est passé de 7,9 à 10,2. De plus, plusieurs réformes constitutionnelles, dont la plus récente date de 2011, ont étendu la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 12 ans. Mais parallèlement, le système éducatif a connu une profonde fragmentation. Ainsi, les enfants et adolescents issus de milieux privilégiés fréquentent les mêmes écoles privées, disposent de plus et de meilleurs moyens pour apprendre en classe et à la maison, et reçoivent un enseignement plus varié et de meilleure qualité. Les enfants et les adolescents des catégories sociales plus pauvres fréquentent eux aussi des écoles socialement homogènes, mais avec des infrastructures plus précaires et moins de ressources pédagogiques pour aider des élèves issus de familles au faible capital social ou culturel. Par conséquent, les résultats scolaires des uns et des autres présentent des différences substantielles ; par exemple, selon l'évaluation PISA de 2006 en

sciences, seuls 25% des élèves issus du quartile le plus élevé de l'indice culturel et socioéconomique n'ont pas réussi l'examen, mais le pourcentage a atteint 56% dans le deuxième quartile, et 71% dans le premier et plus bas quartile.

Les conséquences de la fragmentation ne se limitent pas à la réussite scolaire ; elles s'étendent au vécu à l'école et au sens donné à l'éducation. Pour les enfants et adolescents privilégiés, l'école représente une expérience complète et circonscrite. Une partie importante de leur vie se déroule à l'école et est organisée autour de l'école, laquelle devient l'espace le plus important de socialisation, de définition des identités et de construction du capital culturel. L'homogénéité et les réseaux sociaux créés à l'école s'étendent à d'autres espaces et se perpétuent de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. Pour eux, l'école est la seule voie possible de transition vers l'âge adulte, et leurs trajectoires scolaires sont continues et linéaires. Pendant ce temps, pour les enfants et adolescents issus des strates sociales plus pauvres, l'école est une expérience limitée qu'ils doivent conjuguer avec d'autres activités et obligations. Elle est en même temps plus ouverte aux influences d'autres préoccupations, intérêts et conditions externes. Ces enfants tendent par conséquent à avoir des parcours scolaires intermittents et fracturés de sorte que, au cours de leur scolarité, l'école perd progressivement de son importance au profit d'autres voies et espaces de transition et d'intégration sociale.

La fragmentation à l'école trouve son corrélat dans la fragmentation urbaine. Au Mexique, comme dans d'autres pays de la région, les grandes villes connaissent un processus de ségrégation croissante au niveau de l'habitat. Dans le cas de Mexico, par exemple, alors même que les zones périphériques pauvres se sont étendues et éloignées, les classes privilégiées se sont concentrées dans des quartiers bien circonscrits et des rési-

dences luxueuses et sécurisées. La tendance à se cloîtrer et à s'isoler ne se limite pas exclusivement à l'élite ; sous l'effet de l'insécurité urbaine et de la peur dans les villes, elle a également gagné les classes moyennes et même les classes populaires aspirant à une ascension sociale.

La fragmentation socio-spatiale va au-delà de la ségrégation au niveau de l'habitat et s'étend à l'expérience de la ville et à la sociabilité des enfants et adolescents en milieu urbain. L'habitat, les écoles et les centres commerciaux et de loisirs fonctionnent comme des nœuds socio-spatiaux qui déterminent l'expérience que chacun a de la ville : ils constituent des référents spatiaux essentiels ainsi que le centre de nos relations sociales. Ce phénomène est à l'origine d'une structure spatiale particulière et inégale : les jeunes gens pauvres et les jeunes gens privilégiés ont chacun leurs propres géographies urbaines, ainsi que leurs propres habitus spatiaux.

Leurs définitions de ce qu'est la vie normale en milieu urbain, de ce que signifie vivre en ville, sont élaborées dans des contextes où les caractéristiques du transport, de l'habitat, des rues, des espaces verts, des centres commerciaux, et même les manières de se comporter, de s'habiller et de parler sont complètement différentes. Ceci s'applique non seulement à des villes différentes et inégales, mais aussi à des zones d'appartenance dans les villes, qui s'excluent et s'ignorent mutuellement.

Même lorsque le degré de ségrégation diminue, la vie sociale en milieu urbain se caractérise par l'évitement de « l'autre » et par l'homogénéité sociale au niveau des rencontres et des interactions. Les jeunes gens privilégiés se retirent des espaces publics ouverts : ils vivent dans des copropriétés fermées, font leurs études dans des universités privées, consomment dans des centres commerciaux et des restaurants réservés à une clientèle fortunée, et se déplacent en voiture

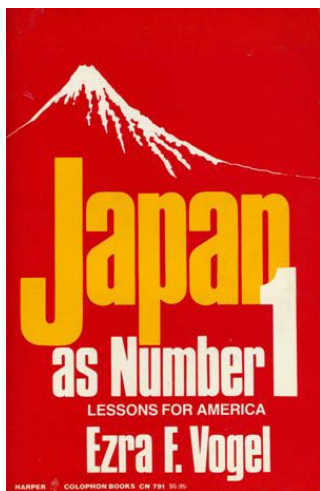
privée. Des 20 étudiants que j'ai interviewés dans deux universités privées, seuls trois n'avaient pas de voiture personnelle, tandis que des 19 étudiants interviewés dans deux universités publiques, pas un seul n'avait de voiture. Parmi ces derniers, 90% avaient utilisé plus de trois jours les transports publics au cours de la semaine passée. Par contraste, parmi les étudiants privilégiés, seuls 15% (les trois qui n'avaient pas de voiture) étaient dans ce cas.

Le retrait de l'espace public ne se limite pas exclusivement aux élites. De nouveaux espaces semi-publics, fermés et dotés de différents degrés de sécurité privée, sont également apparus pour d'autres classes sociales. Mais les espaces publics ouverts sont occupés par les classes populaires. La probabilité de rencontres et d'activités sociales partagées entre les différentes classes sociales est pratiquement nulle. Qui plus est, en dehors de la ville, les jeunes gens trouvent essentiellement des espaces vides ou des zones interdites. L'interaction avec des inconnus, lorsqu'elle est inévitable, est dominée par une stigmatisation mutuelle, ou intégrée dans des relations hiérarchiques réglementées.

Cette fragmentation de la société a deux implications. La première est la possibilité que derrière des indicateurs sociaux qui suggèrent des avancées et des progrès, un modèle d'« inclusion inégalitaire » est en train de se consolider – avec l'assentiment de la société. La deuxième est que la formation d'espaces sociaux et culturels éloignés et qui s'excluent mutuellement peut affaiblir le sentiment de responsabilité collective aussi bien que la reconnaissance et la conscience de l'autre. La fragmentation de la société peut cacher des inégalités et, en même temps, miner la cohésion sociale. ■

# > Les inégalités sociales dans le Japon d'aujourd'hui

**Sawako Shirahase, Université de Tokyo et membre du Comité Local d'Organisation du Congrès Mondial de l'ISA de 2014 à Yokohama (Japon)**



Publié en 1979, *Japan as Number One: Lessons for America* [traduit en français sous le titre *Le Japon médaille d'or : Leçons pour l'Amérique et l'Europe*], du sociologue de Harvard et spécialiste de l'Asie de l'Est Ezra Vogel, est devenu un best-seller au Japon.

Dans le Japon d'après-guerre, les débats sur les inégalités sociales ont été ravivés d'une manière particulière, de sorte qu'un curieux rapprochement a été fait entre une division floue des classes sociales et la singularité japonaise. Le Japon a été le premier pays d'Asie à réussir son industrialisation. La période de rapide croissance économique, qui a commencé dans les années 50, a transformé la structure industrielle de la nation et fait du Japon l'une des premières puissances économiques du monde. Particulièrement marquant a été le livre du sociologue américain Le livre du sociologue américain Ezra Vogel, *Japan as Number One* (1976), qui faisait l'éloge de nombreuses institutions japonaises et a ravi beaucoup de lecteurs japonais en éveillant leur sentiment de supériorité, est particulièrement révélateur. Sur le plan économique, le Japon pouvait du moins tenir la tête haute. Les commentaires sur le caractère national prirent une tournure un peu vantarde : c'était précisément

parce qu'il s'agissait du Japon, précisément parce que nous étions japonais, que nous étions capables de parvenir à une croissance économique sans précédent. En donnant à ces caractéristiques japonaises très particulières une importance déterminante, les différences avec les autres pays ont été exagérées au point d'être présentées comme absolues et catégoriques.

Pendant les années 70 et au début des années 80, le concept d'une « société entière de classe moyenne » était devenu à la mode. Bien le taux de croissance soit moins soutenu, les revenus moyens continuaient de croître ; la majorité de la population avait désormais les moyens de s'acheter des appareils électroménagers et une voiture. Dans une étude comparative sur la répartition des revenus en 1976, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a estimé que le Japon était le pays le plus égalitaire (Sawyer, 1976). Cela a été considéré comme une preuve supplémentaire de

« l'exceptionnalisme » japonais, et la caractérisation du Japon comme une société entière et homogène de classes moyennes s'est trouvée d'autant plus confortée. Une telle assurance dans l'affirmation que le Japon était une société égalitaire a commencé à s'estomper vers la fin des années 80 et au début des années 90, dans un contexte de scepticisme croissant concernant le degré d'égalité sociale.

Après l'éclatement de la « bulle spéculative » au début des années 90, le Japon est entré dans une longue période de récession. Le taux de chômage a nettement augmenté, de 6,6 % en 1990 à 12,8 % en 2002, en particulier parmi les jeunes de 15 à 19 ans, qui étaient pour la plupart diplômés du secondaire. Qui plus est, le système d'emploi traditionnel, qui reposait auparavant sur l'ancienneté et l'emploi à vie, n'était plus garanti. L'un des ressorts essentiels de la forte croissance économique des années 50 et 60 a été le contexte économique favorable qui a permis aux entreprises de former de jeunes salariés nouvellement embauchés juste après la fin de leurs études et de leur assurer des

moyens de subsistance pour eux-mêmes et leur famille. Le système d'ancienneté permettait aux salariés, jeunes et moins jeunes, de sécuriser leurs perspectives d'avenir dans la mesure où ils pouvaient envisager cet avenir sur la base de la sécurité de l'emploi. Cependant, actuellement, près de la moitié des 15-24 ans qui ne poursuivent pas d'études sont embauchés dans des emplois atypiques et ne sont par conséquent pas en mesure d'être autonomes sur le plan économique.

D'un côté, les jeunes hommes déclarent qu'ils ne sont pas prêts à se marier en raison du manque de sécurité financière qui les empêche de pouvoir subvenir aux besoins d'une famille. Cependant, les jeunes femmes déclarent d'un autre côté que leur réticence à se marier et à avoir des enfants provient essentiellement de la peur de perdre leur liberté. À l'évidence, l'inégalité entre les sexes, qui est profondément ancrée dans les systèmes familiaux, contribue fortement aux inégalités sociales dans le Japon d'aujourd'hui. Au Japon, la famille est l'une des institutions sociales les plus importantes et a joué un rôle majeur pour assurer une sé-

curité minimum. Avoir une famille sur laquelle on peut compter peut réduire les difficultés socioéconomiques. De fait, les mères célibataires qui ne reçoivent pas d'aide de leur famille, et les veuves âgées vivant seules, sont particulièrement sujettes à connaître de graves difficultés économiques.

Le sexe et la génération sont des facteurs clés qui structurent les inégalités sociales au Japon, mais les études concernant ces inégalités du point de vue macro ont été peu nombreuses bien qu'elles soient très importantes pour examiner différentes questions sociales et d'intérêt public. En effet, on peut dire que toutes les sociétés industrielles sont confrontées à des problèmes sociaux qui devraient être analysés dans le contexte des inégalités sociales, contexte qui éclaire à la fois les différences et les similitudes entre pays. ■

#### Références

Sawyer, M. (1976) "Income Distribution in OECD Countries" *OECD Employment Outlook*.

Vogel, E. (1979) *Japan as Number One*. Cambridge: Harvard University Press; 1<sup>re</sup> éd. en français 1983 sous le titre *Le Japon médaille d'or : Leçons pour l'Amérique et l'Europe*. Paris : Gallimard.

# > Haïku: La beauté dans la sobriété

**Koichi Hasewaga, Université du Tohoku, Sendai, et Président du Comité Local d'Organisation du Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA de 2014 à Yokohama (Japon)**



*La statue de Bashô Matsuo, dans une rue de Higashine (préfecture de Yamagata), sur le trajet du poète lorsqu'il revenait de Hiraizumi – là où il a écrit son fameux haïku sur le caractère éphémère de la gloire humaine. Photo de Koichi Hasegawa.*

**L**e “haïku” est la forme poétique la plus brève du monde. Il faisait partie depuis l'origine de la culture traditionnelle du Japon ; mais il est aujourd'hui largement apprécié dans d'autres cultures et dans d'autres langues. Un haïku compte traditionnellement un maximum de 17 syllabes, avec trois vers de 5-7-5 syllabes, et requiert au moins un mot ou une phrase symbolisant une saison de l'année. Ce sont les deux seules règles pour composer un haïku. L'histoire du haïku remonte à l'époque du maître Bashô Matsuo (1644-1694), poète qui fut également un grand voyageur. Le haïku est depuis lors devenu très populaire et a été intégré dans la vie quotidienne des Japonais. La plupart des journaux japonais publient chaque jour des haïkus renommés accompagnés de courtes explications, et présentent chaque semaine un choix de haïkus adressés par les lecteurs à partir desquels une sélection des 40 à 50 meilleurs est, à intervalles réguliers, établie par un jury de quatre ou cinq spécialistes. Au Japon, les auteurs de haïku participent à des week-ends dans des centres communautaires pour partager leurs écrits et améliorer leur talent poétique. Le Japon

>>



compte aujourd'hui des millions d'auteurs et de fans enthousiastes de haïku.

Ce qui est essentiel dans le haïku, c'est la sobriété, un fondement qu'il partage avec le bouddhisme zen japonais, les cérémonies du thé et la cuisine japonaise. Faire preuve de sobriété est une valeur importante qui fait partie de la culture japonaise et de la beauté de la vie. Les œuvres d'art traditionnelles japonaises, par exemple, laissent dans les dessins de larges espaces vides et évitent d'utiliser trop de couleurs, de lignes et d'expressions. De cette manière, l'art invite à interpréter de manière active l'acte de communication le plus simple et le plus intuitif. De même, dans un haïku, on évite trop de mots et de phrases ; ainsi, il est considéré comme important de laisser de subtils sous-entendus pour permettre au lecteur d'interpréter lui-même le haïku. Et un haïku est axé essentiellement sur seulement une ou deux des phrases. En résumé, le haïku symbolise la beauté de la sobriété.

Permettez-moi de vous présenter, amis sociologues du monde entier, le plus célèbre haïku écrit au XVII<sup>e</sup> siècle par le père fondateur du haïku, Bashô Matsuo. Donald Keen, un spécialiste de littérature japonaise et professeur émérite de l'Université de Columbia, traduit le haïku de Bashô en anglais<sup>1</sup> de la façon suivante :

***The summer grasses -----  
Of brave soldier's dreams  
The aftermath.***

Bashô a écrit ce poème en 1689 à l'occasion d'un séjour à Hiraizumi, l'actuelle préfecture d'Iwate au Japon et site d'une célèbre bataille au XII<sup>e</sup> siècle. Chaque été, l'herbe pousse vivace et haute dans ce décor de guerre dévasté ; un tel espace symbolise à la fois la force éternelle et le cycle de la nature. D'autre part, ce que les combattants souhaitaient, c'était d'avoir pendant un moment un espoir et des rêves. Dans ces trois vers, Bashô a opposé de manière éclatante la nature éternellement puissante et cyclique à la puissance éphémère d'un moment particulier. De cette façon, le haïku utilise tous les ressorts de techniques comme la métaphore, le contraste, le symbolisme ; toutefois de telles techniques doivent rester discrètes. Une des caractéristiques importantes des expressions utilisées dans le haïku consiste à ne montrer que ce qui est strictement naturel.

La nature a longtemps été au cœur de la vie au Japon. Quatre saisons clairement distinctes ont amené les Japonais à être particulièrement sensibles à chaque saison et au changement de saison. Par exemple, combien d'expressions existe-t-il pour la « pluie », le savez-vous ? Un dictionnaire couramment utilisé au Japon recense plus de 160 substantifs associés à la pluie, comme par exemple celui désignant une « pluie de soie » ou encore une « pluie de gouttes de fleur », qui tombe sur les cerisiers en fleurs juste au moment où ils arrivent à pleine floraison. La culture japonaise offre tout un éventail d'expressions pour parler de la pluie et des saisons. Ce caractère culturel lié à la sensibilité a attiré au Japon et à travers le monde de nombreux admirateurs passionnés de haïku. Je suis moi-même l'un de ces passionnés et prends beaucoup de plaisir à écrire chaque mois entre dix et vingt haïku. En plus de ma carrière de sociologue, j'ai publié un recueil de haïku de ma composition, sous le titre *Ryoku-U (Il pleut à la saison des feuilles vertes)*. En tant que sociologue de l'environnement, je tire mon inspiration des défis, des phénomènes et des thèmes environnementaux, et même des catastrophes naturelles. Composer un haïku c'est exactement comme prendre en photo un moment de notre vécu – de la vie, de la société, ou de la nature – avec un appareil instantané.

Je voudrais conclure cette présentation avec un autre haïku de Bashô Matsuo sur la pluie, qui se rapporte au Temple Chûson-ji de Hiraizumi, au Japon :

***Have the rains of spring  
Spared you from their onslaught,  
Shining hall of Gold?*<sup>2</sup>**

Hiraizumi, qui est l'endroit où Bashô Matsuo exprime un moment de vie dans le haïku sur les « herbes de l'été », est désormais inscrit au Patrimoine culturel mondial de l'UNESCO (<http://whc.unesco.org/fr/list/1277/>). C'est à trois heures de Yokohama, où se tiendra le prochain Congrès mondial de sociologie de l'ISA en 2014. Le haïku et la sociologie ont beaucoup en commun ; ils analysent, critiquent, et rapportent notre expérience de la vie dans la société et dans la nature. ■

<sup>1</sup> (Herbes de l'été/ Des valeureux guerriers/ La trace d'un songe)

Dans le texte original : Natsukusa ya/ Tsumamono domo ga/ Yume no ato.

<sup>2</sup> (Les pluies de printemps/ Vous ont-elles épargné leur assaut/ Salle d'or éblouissante ?) Dans le texte original : Samidare no/ Furinokoshite ya/ Hikaridou.

# > Réunion du Comité Exécutif à Bilbao

Michael Burawoy, Université de Californie à Berkeley (États-Unis) et Président de l'ISA



Le comité exécutif de l'ISA réuni à Bilbao, pendant une visite de la ville.

**P**our sa réunion annuelle, le Comité Exécutif (CE) de l'ISA s'est réuni durant cinq jours, à l'Université du Pays Basque de Bilbao, où il a été chaleureusement accueilli par le professeur Benjamín Tejerina, membre du CE, et ses collègues du département de sociologie. Deux des journées de notre rencontre ont coïncidé avec un passionnant colloque international sur le thème « Au-delà de la crise : La sociologie face à de nouvelles formes de risque, d'incertitude et de précarité », qui a mis à contribution des membres du CE et des membres externes du Comité du Programme.

Le marathon de cinq jours a commencé par des réunions séparées du Comité du Programme pour le Congrès de 2014 à Yokohama, dirigé par la Vice-Présidente Raquel Sosa Elízaga, du Comité des Publications, dirigé par la Vice-Présidente Jennifer Platt, du Comité des Finances et des Adhésions, dirigé par le Vice-Président Robert Van Krieken, du Comité de Coordination de la Recherche, dirigé par la Vice-Présidente Margaret Abraham, et du Comité de Liaison des Associations Nationales, dirigé par la Vice-Présidente Tina Uys. Voici les comptes rendus de chacun des Vice-Présidents.

Le Comité Exécutif s'est réuni au complet pendant deux journées à la fin de la semaine. Cela a été une bonne année, avec un Laboratoire pour Doctorants très réussi à Taipei et un très stimulant Forum de l'ISA à Buenos Aires qui a créé une dynamique pour le Congrès de 2014 à

Yokohama. J'ai rendu compte des voyages que j'ai faits à travers différents continents ainsi que des progrès réalisés en cours d'année pour renforcer la présence en ligne de l'ISA (*Dialogue Global*, *Universities in Crisis*, *Public Sociology Live*, *Journeys through Sociology* et la proposition d'un site intitulé *Professional Development*).

Le CE a eu le plaisir de confirmer le choix de Toronto comme ville d'accueil pour le Congrès de 2018. L'une de nos tâches les plus urgentes était de décider où se tiendrait le Forum de l'ISA de 2016. Nous avons reçu trois excellentes candidatures : de Budapest, Copenhague et Vienne. Nous avons présélectionné deux d'entre elles – Budapest et Vienne – et prendrons une décision finale après une visite *in situ*.

Parmi les autres décisions qui ont été prises :

- Nous avons adopté une proposition visant à restructurer l'ISA afin de mettre plus à contribution le CE pour assister les membres du Comité du Programme. Ce comité serait présidé par le Président, ce qui rendrait le poste de Vice-Président du Programme superflu. Cette proposition sera à présent soumise au vote de l'Assemblée des Conseils par voie électronique.
- Nous avons défini les conditions auxquelles l'ISA pourrait faire des déclarations publiques afin de défendre les sociologues qui sont victimes de violations des droits de l'homme.
- Nous avons élaboré une politique de l'ISA pour permettre l'accès des personnes handicapées à nos principales réunions.
- Nous avons mis en place un comité chargé de chercher des fonds externes pour soutenir les projets de l'ISA.
- Nous avons créé un nouveau Prix de l'ISA d'Excellence dans la Recherche et la Pratique ([Excellence in Research and Practice](#)).

## > Margaret Abraham, Vice-Présidente pour la Recherche

Le Comité de Coordination de la Recherche (CCR) a eu une réunion très productive à Bilbao. J'ai rendu compte du succès du II<sup>e</sup> Forum de Sociologie de l'ISA qui s'est tenu à Buenos-Aires du 31 juillet au 4 août 2012 et qui a réuni 3592 personnes venues de 84 pays pour participer à plus de 650 sessions. L'Espace consacré à la justice sociale et à la démocratisation (The Social Justice and Democratization Space) a rencontré un franc succès et nous prévoyons de l'améliorer encore.

>>

Le sous-comité chargé des révisions des statuts a fait état des Comités de Recherche (CR), Groupes de Travail (GTr) et Groupes Thématiques (GTh) qui ont revu et révisé leurs statuts, et a dressé une liste des CR qui doivent achever cette tâche avant les prochaines élections. Le CCR a passé en revue les comptes rendus des subventions accordées en 2011 et 2012 et approuvé les subventions pour 2013. Le sous-comité des Prix a annoncé que la proposition du CR37 (Sociologie de l'Art) de créer un nouveau prix a été adoptée. La demande du GTh 05 (Sociologie visuelle) d'être revalorisé comme Groupe de Travail a été acceptée. La proposition de création d'un nouveau groupe thématique sur la Sociologie et le Travail Social a été examinée en détail mais finalement refusée dans la mesure où il recouperait les thèmes de CRs existants.

Le CCR a examiné les préparatifs pour le Congrès mondial de Sociologie de 2014 à Yokohama, notamment :

- Les progrès réalisés par Confex pour améliorer le système en ligne, à partir des réactions recueillies au II<sup>e</sup> Forum de l'ISA et des informations fournies par les coordonnateurs du programme des CR.
- La sélection des 10 propositions intégratives pour le Congrès mondial, par le comité paritaire du CCR et du CLAN.
- L'amélioration de l'utilisation des subventions, par l'octroi d'une aide du Congrès aux participants issus des CR/GTh/GTr afin de financer leurs frais d'inscription.
- Les mesures à prendre pour former les membres du bureau nouvellement élus issus des CR/GTh/GTr et pour la réunion du Conseil de la Recherche.

J'ai également le plaisir d'annoncer que le Comité des Finances de l'ISA a accédé à notre demande de fonds supplémentaires (10.000€) pour financer les frais d'inscription des coordonnateurs du Programme au Congrès de Yokohama.

### > **Raquel Sosa Elizaga,** **Vice-Présidente pour le Programme**

Au cours des trois dernières années, le Comité du Programme s'est réuni à l'occasion des trois réunions annuelles du Comité Exécutif, dont font partie la plupart de ses membres : Michael Burawoy (Président de l'ISA), Margaret Abraham (Vice-Présidente de la Recherche), Tina Uys (Vice-Présidente des Associations Nationales), Elena Zdravomyslova, Benjamín Tejerina, Sari Hanafi, Chin Chun Yi, et moi-même en tant que Vice-Présidente pour le Programme. Koichi Hasegawa était présent en tant que président du Comité Local d'Organisation. Un groupe d'éminents spécialistes de l'étude sur les inégalités a en outre accepté notre invitation à participer comme membres externes de notre comité : Edgardo Lander, Göran Therbom, Kalpana Kannabiran, Markus Schulz, J. Esteban Castro et Boaventura de Souza Santos (lequel n'a malheureusement pas pu assister aux réunions). L'expertise et l'expérience de tous les membres du comité ont garanti un débat scientifique de grande qualité. Leur collaboration, qui a été extrêmement appréciée, nous a permis de préparer le document [Facing Inequality](#), qui sera publié sur le site web de l'Association et qui a servi de base à nos discussions sur la manière d'aborder tous les problèmes qui seront discutés

au cours de nos séances plénières. Leur travail a également été fondamental pour établir la structure et l'organisation du programme, le nombre et le type de plénières, et il est désormais dirigé vers le contact avec des collègues dont les contributions sont connues à l'échelle internationale. Le résultat de ce travail sera présenté dans plusieurs volumes qui seront publiés par notre Association.

Le Comité a aussi longuement discuté de la manière dont les plénières devraient contribuer à l'organisation et à la structure générales du Congrès. L'intérêt considérable suscité par le thème choisi pour notre Congrès nous a permis d'élargir nos horizons en accueillant les contributions de nos collègues dans des sessions intégratives, des sessions des Associations Nationales et des sessions *ad hoc*, et également d'intégrer des spécialistes connus aux sessions de rencontres entre auteurs et critiques, aux sessions extraordinaires préparées par le Comité Local d'Organisation et aux sessions présidentielles, qui pour la première fois seront intégrées aux dix plénières qui ont été approuvées. Le Congrès de Yokohama aura lieu un an avant le délai fixé par l'UNESCO pour atteindre ses *Objectifs du Millénaire pour le Développement*. Nous espérons sincèrement que notre travail contribuera autant que possible à mieux comprendre les inégalités et à trouver des moyens de les maîtriser.

### > **Jennifer Platt, Vice-Présidente des Publications**

Nos publications se portent bien, mais je voudrais signaler ici certaines innovations importantes qui ont été réalisées pour répondre à des situations en constante évolution.

Le premier numéro de comptes rendus de *Current Sociology*, réalisé en collaboration avec *Sociopedia*, paraîtra plus tard cette année. On y trouvera des analyses actualisées dans différents domaines de recherche – comme par exemple le conflit social, les études des catastrophes, la santé et la maladie – qui n'étaient jusqu'à présent disponibles que dans *Sociopedia* et le seront désormais pour un grand nombre de lecteurs. Pour les prochains numéros, nous invitons les auteurs d'analyses réalisées dans d'autres domaines à nous soumettre directement leurs articles. *International Sociology Review of Books* acceptera des comptes rendus de travaux qui ne sont pas des ouvrages écrits, comme par exemple des films. Le *eSymposium* ne change pas, mais a été déplacé sur notre site web *Social Justice and Democratization* (<http://sjdSPACE.sagepub.com/>), chaque numéro étant uniquement accessible aux membres de l'ISA jusqu'à la parution du numéro suivant. Vineeta Sinha, la rédactrice en chef actuelle, va diriger le site web, et c'est Kelvin Low qui lui succédera à la rédaction.

Pour nous aider à mieux répondre aux nouveaux besoins de la communauté internationale des sociologues, une enquête en ligne cherchera à connaître leur(s) opinion(s) sur le contenu de *Current Sociology* et de *International Sociology* ; les résultats seront examinés à l'occasion du Congrès mondial de Yokohama.

>>

Quant à nos livres, *Sage Studies in International Sociology*, ils vont bénéficier d'une innovation importante en termes de prix : nous allons continuer à produire les exemplaires reliés destinés aux bibliothèques, mais une édition bon marché au format de poche sera disponible pour les membres de l'ISA et les marchés en développement. Les premiers titres de notre série *Key Texts in World Sociology* sont actuellement en préparation.

Les pressions exercées dans certains pays en faveur du « libre accès » pour les articles de revues scientifiques qui publient des travaux financés par certains bailleurs de fonds, ont rendu nécessaire l'introduction de nouvelles dispositions. Il a été décidé que les auteurs qui en ont besoin pour leur travail, puissent payer des frais et rendre leur article immédiatement disponible pour tous, tandis que ceux pour qui l'option « verte » de libre accès au bout d'une année est appropriée, pourraient le faire sans avoir à assumer de frais.

> **Tina Uys,**  
**Vice-Présidente pour les Associations Nationales**

Le Comité de Liaison des Associations Nationales a eu une fructueuse année 2012. La manifestation la plus importante au calendrier du CLAN est la réunion du Conseil des Associations Nationales à Ankara (Turquie) du 13 au 16 mai 2013 sur le campus de la METU (Université Technique du Moyen-Orient). Le thème de la conférence est « La sociologie en temps de troubles : Approches comparatives ». Environ 70 délégués, dont 40 représentants d'associations nationales qui sont membres collectifs de l'ISA, assisteront à cette conférence. Nous voudrions exprimer notre reconnaissance au Comité Local d'Organisation turc, dirigé par le professeur Ayse Saktanber, Président du département de sociologie à la METU, pour tous les efforts qu'ils ont déployés pour assurer le succès de la conférence.

La demande d'adhésion comme membre collectif de la Société Saoudienne de Sociologie et de Travail Social a été approuvée après examen de ses statuts. L'ISA compte actuellement 57 membres collectifs réguliers. Nous avons également revu les modalités pour traiter les candidatures de membres collectifs réguliers reçues entre deux assemblées annuelles du CE afin que les candidats n'aient pas à attendre jusqu'à la réunion annuelle suivante du CLAN/CE pour connaître la réponse à leur demande.

L'Association de Sociologie du Kirghizstan, l'Assemblée Ibérique de Sociologie, l'Association Bulgare de Sociologie et l'Association de Sociologie du Mozambique ont présenté des comptes rendus sur les conférences régionales qu'elles ont organisées avec le soutien financier de l'ISA. Ces comptes rendus ont été examinés et approuvés.

Des subventions pour améliorer leurs sites web ont été accordées au Consejo de Profesionales en Sociología argentin et aux associations argentine, australienne, croate, allemande et iranienne de sociologie. La Westermarck

Society finlandaise a reçu une subvention pour organiser un atelier régional destiné aux étudiants en doctorat des pays nordiques. Des membres du CLAN ont insisté sur l'importance de démontrer le caractère régional d'un atelier pour faire une demande de subvention.

> **Robert van Krieken,**  
**Vice-Président des Finances et des Adhésions**

• **Adhésions**

Le comité a fait le point sur le nombre de membres collectifs et individuels de l'ISA, qui en décembre 2012 est arrivé à un niveau record de 5.300.

Les effectifs des Comités de Recherche, Groupes de Travail et Groupes Thématiques ont été passés en revue ; quatre CR sont apparus dans une situation de risque moyen ou élevé d'une baisse de leurs effectifs, tandis que les Comités de Recherche [RC en anglais] et Groupes de Travail [TG en anglais] suivants ont vu leurs effectifs augmenter de manière significative : RC07 Futures Research, RC09 Social Transformations & Sociology of Development, RC13 Sociology of Leisure, RC19 Sociology of Poverty, Social Welfare & Social Policy, RC21 Regional & Urban Development, RC31 Sociology of Migration, RC32 Women in Society, TGO3 Human Rights & Global Justice, TGO4 Sociology of Risk & Uncertainty, and TGO5 Visual Sociology.

Certains participants ont exprimé leur préoccupation face à la proportion croissante des membres à vie, et le comité a soumis la question au Comité Exécutif pour examen. Un sous-comité composé de Ishwar Modi et Tom Dwyer a présenté son analyse du nombre des adhérents et fait un certain nombre de recommandations pour augmenter les adhésions, dont la création d'un sous-comité chargé de superviser l'évolution des effectifs.

• **Situation financière**

Le comité a signalé une légère baisse des revenus tirés des cotisations des adhérents, des droits d'auteur issus des publications de l'Association et des revenus tirés des intérêts, ainsi qu'une augmentation des dépenses liées aux différentes activités de l'ISA, mais aussi une nette augmentation de la contribution de SAGE.

Un bilan financier détaillé pour 2011-2012 sera mis en ligne sur le site de l'ISA.

Des demandes de financement supplémentaires ont été examinées, dont certaines ont été approuvées et d'autres remises à la décision finale du CE, dont celle concernant l'octroi de fonds supplémentaires pour les subventions accordées aux délégués des Associations Nationales à Yokohama ainsi que pour les Coordonnateurs du Programme à Yokohama, dans le cadre du budget du Congrès mondial. ■

# > Notre équipe éditoriale en Pologne :

# Le Labo de Sociologie Publique

**Karolina Mikołajewska, Université de Varsovie et Université Kozminski (Pologne)**

**À** l'automne 2011, nous avons fondé une organisation étudiante appelée *Koło Naukowe Socjologii Publicznej* (« Labo de Sociologie Publique »), qui est rattachée à l'Institut de Sociologie de l'Université de Varsovie. Nous sommes des étudiants de premier, deuxième et troisième cycles ayant une motivation commune de traduire les désordres privés en questions d'intérêt public, pour reprendre une formule célèbre de C. Wright Mills. Nous voulons que les enquêtes sociales que nous menons aient un impact sur la réalité sociale.

Les activités de notre groupe sont nombreuses, mais la traduction de *Dialogue Global* en polonais reste sans aucun doute notre activité phare. Dans le numéro 2.4, nous avons publié le résumé d'un débat consacré aux questions soulevées par la controverse entre Sztopka et Burawoy, en faisant référence en particulier aux conditions de la vie universitaire en Pologne. C'est l'un des débats organisés sur les différents moyens de faire de la sociologie publique, qui a attiré un public nombreux. Nous avons par ailleurs organisé une série de séminaires avec des sociologues polonais engagés. Actuellement, nous prévoyons de créer un réseau d'étudiants polonais en sociologie. Nous sommes très heureux de participer au réseau formé par *Dialogue Global* et de diffuser ainsi à l'étranger nos débats sur la sociologie publique. ■

Vous pouvez nous contacter par mail à : [public.sociology.kn@uw.edu.pl](mailto:public.sociology.kn@uw.edu.pl)



**Adam Müller** Doctorant à l'Institut de Sociologie de l'Université de Varsovie, où il a obtenu son master en sociologie. Ses recherches actuelles portent sur les organismes de crédit coopératif et l'économie morale.



**Karolina Mikołajewska** Doctorante à l'Institut de Sociologie de l'Université de Varsovie, où elle a obtenu son master en sociologie. Elle travaille comme maître auxiliaire et assistante de recherche au Centre pour la Recherche sur les Organisations et les Milieux de Travail de l'Université Kozminski à Varsovie. Ses centres d'intérêt incluent l'anthropologie et la sociologie économiques, les relations de travail et les études sur les organisations.



**Krzysztof Gubański** Étudiant en licence de sociologie et d'études culturelles à l'Université de Varsovie, il a également passé un an à l'université Ludwig-Maximilians de Munich. Il s'intéresse à la sociologie économique, aux études urbaines et à l'analyse du discours. Il est actif au sein du conseil étudiant et prépare actuellement son mémoire de licence sur l'évolution de l'enseignement supérieur en Pologne.

>>



**Mikołaj Mierzejewski** Étudiant en licence de sociologie à l'Université de Varsovie, ses domaines d'étude privilégiés incluent des sujets comme la sociologie de l'enseignement supérieur, la sociologie des sciences, la sociologie économique, l'analyse de classe et la sociologie publique. Il participe par ailleurs à l'initiative « Nouvelle Ouverture de l'Université » et à son organisme de recherche, qui est axé sur les changements intervenus récemment dans le monde universitaire.



**Anna Piekutowska** Étudiante en sociologie à l'Université de Varsovie. Elle s'intéresse notamment aux mouvements sociaux et à l'économie sociale, et à la sociologie du genre et de la sexualité. Ses précédentes recherches portaient sur l'analyse des organisations féministes et leur influence sur la situation des femmes en Pologne. Pour sa thèse de master, elle étudie les coopératives sociales comme instrument d'inclusion sociale.



**Jakub Rozenbaum** Étudiant en sociologie à l'Université de Varsovie, il prépare actuellement une thèse sur la restitution de la propriété privée après le communisme à Varsovie. Ses principaux centres d'intérêt sociologique concernent les relations au travail, la participation citoyenne (en particulier des jeunes) et la question du logement. Il est un fervent défenseur du rôle des sciences sociales dans le changement social.



**Julia Legat** Étudiante en master à l'Institut de Sociologie de l'Université de Varsovie, où elle a obtenu sa licence, elle s'intéresse principalement aux mouvements sociaux, à la participation citoyenne et aux inégalités sociales.



**Tomasz Piątek** Doctorant à l'Institut d'Études Sociales Robert B. Zajonc de l'Université de Varsovie, il s'intéresse principalement à la sociologie de l'éducation et des systèmes éducatifs, aux études sur la jeunesse, à la pédagogie critique et à la question de la responsabilité sociale des sociologues.



**Emilia Hudzińska** Étudiante en relations internationales à l'Université de Varsovie, elle s'intéresse actuellement aux études américaines et à la question de la décolonisation. Elle est également titulaire d'un master de l'Institut de Sociologie de l'Université de Varsovie. Elle a étudié dans son mémoire de master les relations de pouvoir entre les célébrités et la classe politique en Pologne.



**Zofia Włodarczyk** Étudiante en sociologie à l'Université de Varsovie, elle prépare une thèse sur différents modes d'action dans les biographies de femmes en milieu rural. Ses principaux domaines d'intérêt sont la sociologie publique, la participation citoyenne (en particulier parmi la jeunesse et dans les milieux ruraux) et la sociologie biographique.

# > La sociologie canadienne, prête à vous accueillir

**Patrizia Albanese, Présidente élue de l'Association Canadienne de Sociologie, Présidente du Comité Local d'Organisation du Congrès Mondial de l'ISA en 2018, Université de Ryerson, Toronto (Canada)**



*Des sociologues de la région de Toronto se sont réunis avec Michael Burawoy et Izabela Barlinska pour parler de l'organisation de l'édition 2018 du Congrès mondial de l'ISA. Au 2<sup>e</sup> rang, en partant de la gauche : Lorne Tepperman (Université de Toronto), Cheryl Teeluck-singh (Université de Ryerson), Izabela Barlinska (secrétaire exécutive de l'ISA) et Bob Andersen (Université de Toronto); au 1<sup>er</sup> rang, de gauche à droite : Nancy Mandell (Université de York), Patrizia Albanese (Université de Ryerson) et Lesley Wood (Université de York).*

**L**es sociologues canadiens sont heureux de faire part que Toronto (Canada) a été sélectionnée comme ville d'accueil du Congrès mondial de l'ISA en 2018. Pendant la période préparatoire au Congrès mondial de 2018, nous espérons avoir de nombreuses opportunités de mieux nous connaître. Nous sommes un groupe singulier mais amical, à la fois critique et autoréflexif. Commençons donc par une brève introduction sur qui nous sommes et ce que nous faisons.

Il est plus facile d'identifier ce que la sociologie canadienne n'est pas que de déterminer ce qu'elle est et ce qui la différencie des autres. Mais pour commencer, on peut dire qu'elle n'est pas terne, elle n'est pas statique, elle n'est pas homogène, et qu'il n'est pas facile de la décrire en quelques mots.

La sociologie a (presque) toujours été disposée à emprunter à l'intérieur et à l'extérieur des disciplines traditionnelles et du milieu universitaire. Nous appartenons à une profession qui grappille, qui n'a pas peur de s'aventurer

dans des endroits, des espaces, et des idées manifestement en dehors des normes. Nous éclairons. Nous faisons des vagues. Nous questionnons – y compris nous-mêmes et notre métier. Avec les années, comme dans d'autres pays, les sociologues canadiens ont voulu savoir qui ils étaient, ce qu'ils faisaient et pourquoi ils le faisaient. Au Canada, Robert Brym (2003), Neil McLaughlin (2005) et Doug Baer (2005), parmi d'autres, ont débattu pour savoir si la sociologie canadienne était en crise. Nous pensons que l'existence de telles discussions et débats est un signe de bonne santé. Et pour apaiser les appréhensions, on peut dire avec Mark Twain : « les rumeurs sur ma mort sont grandement exagérées ».

La sociologie canadienne existe et se porte bien. Effectivement, l'Association Canadienne de Sociologie se développe, de même que s'accroît la réputation des revues canadiennes de sociologie. Le professeur Reza Nakhaie (Université de Windsor), actuel rédacteur en chef de la *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, la plus ancienne revue du Canada dont les articles sont évalués par des pairs, a récemment publié un récapitulatif de l'histoire de la revue sur les 45 dernières années. On peut y lire : « Les articles publiés dans la RCS ont contribué à la production d'un dialogue dynamique entre les sociologues et les autres intellectuels qui représentent le courant dominant et la sociologie scientifique du Canada, qui est universitaire et parfois même critique, radicale et oppositionnelle. En soi, la RCS représente et a constitué un canal pour la diffusion des idées et d'un dialogue entre les professionnels et les critiques universitaires canadiens » (Nakhaie, 2010: 320).

Nous espérons que ce qui restera toujours vrai pour notre discipline, c'est notre capacité à rester proche des réalités et être utile. Les sociologies qui ne le sont pas méritent sans doute d'être en crise. Une analyse des contenus des programmes en langue anglaise de 54 départements de sociologie de tout le Canada a montré que le programme des départements, surtout en licence, mettait l'accent sur la pratique de la réflexion critique, l'importance d'une culture générale diversifiée, et l'opportunité d'influencer de manière durable les conditions sociales environnantes (Puddephatt et Nelsen, 2010: 423). Si nous réalisons ne serait-ce qu'une partie de ces objectifs avec et pour nos étudiants de licence (et a fortiori avec nos étudiants de

>>

cycle supérieur), nous sommes en bonne voie pour démontrer notre utilité en tant que discipline.

En guise de conclusion à cette brève introduction, permettez-moi de partager avec vous les points de vue de certains de vos collègues de part et d'autre du Canada. En réponse à un courrier électronique demandant pour cet article des suggestions sur ce qui distingue la sociologie canadienne, vos collègues du Canada ont écrit :

- « Les sociologies canadiennes peuvent être différenciées en fonction d'un certain nombre de lignes de démarcation, dont la langue, la région, les programmes éducatifs, l'approche théorique et les applications empiriques. S'il y a un consensus entre les sociologies du Canada, c'est sur la volonté d'intégrer à la fois les traditions américaines et européennes, la prise en compte des grandes tendances historiques, l'acceptation des méthodes mixtes et l'engagement d'exercer une participation "critique". Le positionnement des sociologies au Canada est d'abord apparu avec la tradition libérale de Porter, puis une nouvelle économie politique marxiste, et plus récemment un dialogue avec le pouvoir à partir des approches de la décolonisation, du féminisme, de la postmodernité et d'approches nouvelles. Il n'existe pas de point de vue canonisé, ce qui est un signe de santé pour la sociologie canadienne. » (Howard Ramos, maître de conférence, Département de sociologie et d'anthropologie, Université de Dalhousie).

- Les participants à un séminaire théorique de cycle supérieur à l'Université de Saskatchewan ont traité cette question et voulu partager avec vous la réflexion suivante : « La répartition disparate de la population du Canada, ainsi qu'un contexte naturel et géographique diversifié, constituent des défis pour parvenir à comprendre la complexité des relations sociales. La sociologie canadienne s'est enrichie grâce à sa capacité à comprendre les nuances d'une population extrêmement diversifiée. La sociologie canadienne a un aspect critique qui est important pour exposer les "dessous" d'une image et d'une identité nationales qui sont souvent ignorés au profit de notions telles que les valeurs et les attributs culturels partagés. »

- La professeure Nancy Mandell, directrice du Département de sociologie de l'Université de York – l'un des départements de sociologie les plus importants du pays –, a fourni le résumé suivant au sujet de son programme : « Le "créneau" dont nous avons hérité, qui est issu de la sociologie critique des années 60 et de son application au Canada et dans le monde, consiste à proposer à nos étu-

dants une sociologie de l'engagement. D'une manière générale, le Département donne une grande importance aux travaux qui mettent en question les postulats conventionnels et vise, de cette façon, à atteindre une plus grande justice sociale sur des questions telles qu'un accès plus égalitaire à la santé, les libertés sexuelles, et l'obligation pour les représentants du pouvoir judiciaire de répondre de leurs actes. De manière plus générale, l'accent est mis sur les inégalités, les relations de pouvoir, et les questions idéologiques ; l'activisme social est encouragé. De nombreux membres du corps enseignant ont des approches qui mettent l'accent sur le rôle central de l'histoire – en particulier l'impact de l'expansionnisme colonial et impérialiste à travers le monde – dans des analyses qui sont orientées vers la compréhension de notre présent. »

- Paula Graham, doctorante en sociologie à l'Université Memorial de Terre-Neuve, a écrit : « Du point de vue de mes recherches sur les mouvements sociaux, le concept de "sociologie canadienne" est généralement libérateur. Tandis que je comprends les efforts pour identifier ce qui est canadien dans la "sociologie canadienne" et renforcer le domaine d'étude en tant que programme à part entière, je considère que l'identité ambiguë de la "sociologie canadienne" est utile. Sans avoir à adhérer à une approche américaine ou européenne ou à toute autre approche interprétative, je peux aborder avec une plus grande ouverture et réceptivité les études et les théories de toutes les sociologies, y compris du Canada. »

Et j'en terminerai là. Les sociologues canadiens se réjouissent à l'idée de vous accueillir en personne, pour un débat d'idées animé dans nos salles de conférence, nos pubs et nos restaurants. Ensemble, nous ne manquerons pas de forger de nouvelles et passionnantes collaborations. ■

#### Références

- Baer, D. (2005) "On the Crisis in Canadian Sociology: Comment on McLaughlin." *Canadian Journal of Sociology* 30(4): 491-502.
- Brym, R. (2003) "The Decline of the Canadian Sociology and Anthropology Association." *Canadian Journal of Sociology* 28: 411-416.
- McLaughlin, N. (2005) "Canada's Impossible Science: Historical and Institutional Origins of the Coming-Crisis of Anglo-Canadian Sociology." *Canadian Journal of Sociology* 30(1): 1-40.
- Nakhaie, R. 2010. "Les 45 années de la Revue canadienne de sociologie (et d'anthropologie). 45 years of the Canadian Review of Sociology (and Anthropology)." *Canadian Review of Sociology* 47(3): 319-325.
- Puddephatt, A. and R.W. Nelsen (2010) "The Promise of a Sociology Degree in Canadian Higher Education." *Canadian Review of Sociology* 47(2): 405-430.



# > Lettres à la rédaction

Réponses à Feras Hammami sur les universités israéliennes (cf. *Dialogue Global* 3.2)

Cher directeur de la rédaction,

Il est instructif de comparer l'article de Feras Hammami, "Crise politique au sein des universités israéliennes" (*Dialogue Global* 3.2), avec d'autres articles du même numéro. André Béteille considère qu'en tant que sociologue, ce n'est pas son rôle de moraliser, tandis que Jacklyn Cock écrit sur un ton très politique qui atteint son but sans glorifier le statut de victime de ceux qui souffrent des problèmes qu'elle décrit, et sans diaboliser ceux qui en sont responsables. Non parce qu'il n'y a pas de responsabilités, mais parce qu'elle ne prétend être ni avocat ni juge. L'article sur Israël, par contraste, place la moralisation et la dénonciation au premier plan, en mettant l'accent sur un certain nombre de cas difficiles qui ont eu un grand retentissement, et en utilisant comme seules preuves des sources activistes. L'auteur aurait pu trouver des sources universitaires ou journalistiques pour soutenir son point de vue (cet article étant après tout une publication académique). Il se peut aussi que les délais pour présenter son article aient joué en sa défaveur, car le 13 février dernier, le Conseil Israélien de l'Éducation Supérieure décidait d'annuler la décision que Hammami met en cause, c'est-à-dire de fermer le département de sciences politiques de l'Université Ben Gourion.

Dans l'article, des incidents isolés sont élevés au rang de phénomènes courants. Il y a effectivement en Israël des groupes de droite qui dénoncent des professeurs pour leurs opinions, et parfois les pressions exercées ont été choquantes, comme dans le cas de Neve Gordon, mais l'article devrait au moins apporter des preuves à une allégation aussi sérieuse et de grande portée que celle selon laquelle « pour éviter d'être diffamé en public, de perdre son emploi, d'être emprisonné voire tué, le personnel universitaire délimite les informations susceptibles de provoquer la réaction des autorités ». Une telle affirmation ne devrait guère être lancée à la légère. En tout cas, Neve Gordon conserve son poste de professeur titulaire dans son université. Le refus de titularisation d'Ariella Azoulay a été effectivement l'objet de nombreuses critiques, et le sentiment qu'il s'agissait d'une décision politique est largement partagé. Pour autant, des preuves auraient dû et [auraient pu](#) être apportées, car c'est

une affaire sérieuse que d'accuser une université de partialité politique dans les nominations.

L'appel au boycott exprimé dans l'article fait peu de cas des individualités, et cherche à punir les personnes vivant dans un pays pour les méfaits de leur gouvernement. Un boycott est bien sûr un fait marquant. Il a pour but d'éveiller les consciences, et dans ce cas pourrait inciter les universitaires israéliens à s'interroger sur les actions de leur gouvernement. Mais cela ne justifie pas d'engager une campagne visant à isoler et à dénigrer une catégorie entière de personnes censées être des collègues. Les partisans de cette campagne feraient mieux de se préoccuper de domaines qui pourraient vraiment atteindre les gouvernements – et de fait, je ne serais pas opposé à la suppression des relations commerciales privilégiées d'Israël avec l'Europe, qui donnent déjà lieu à des complications pour ce qui concerne l'étiquetage des produits en provenance de Cisjordanie comme « Made in Israel ».

L'analogie avec l'Afrique du Sud pose problème car les universités et les associations sportives dans ce pays pratiquaient elles-mêmes une politique de discrimination, ce qui n'est pas le cas en Israël. Mais ce boycott est une proposition d'inspiration mesquine : il empoisonnerait – et empoisonne déjà – les relations professionnelles et intellectuelles, et aurait pour résultat de politiser encore davantage la collaboration universitaire impliquant des chercheurs israéliens.

David Lehmann,  
Université de Cambridge (Royaume-Uni).

Cher directeur de la rédaction,

L'analyse faite par Feras Hammami de la crise politique dans les universités israéliennes révèle à quel point les universitaires israéliens ont peu ressenti la nécessité de contester la politique de leur gouvernement. La grande majorité d'entre eux ont gardé le silence au sujet de la fermeture des universités palestiniennes, mais quand leur propre liberté au sein de l'université a été menacée, la réaction a été tout à fait différente. Cependant les crises offrent souvent des opportunités.

L'une des puissantes armes de propagande de l'État d'Israël a été de se présenter comme un îlot de démocratie au milieu d'un océan de despotisme arabe ; une autre a été de présenter ses universités comme un modèle de liberté de parole. Une fois calmée la vague d'euphorie médiatique sur un Printemps arabe hâtivement proclamé, la propagande affirmant qu'Israël est une démocratie et ses universités un modèle de liberté de parole, est devenue plus difficile à faire passer. Une poignée de collègues soutenus par un tout petit nombre d'opposants mais disposant d'un soutien international significatif, a limité – mais pas arrêté – les représailles. Dans le contexte de la fermeture proposée d'un département entier de l'Université Ben Gourion, une commission internationale a joué un rôle essentiel comme révélateur du peu d'engagement d'Israël en faveur de la liberté d'enseignement. Le Conseil de l'Éducation Supérieure, qui avait invité la commission internationale à évaluer tous les départements de sciences politiques dans le système universitaire israélien, a annoncé que les conclusions du rapport de la commission recommandaient la fermeture de ce département. Il ne fait pas de doute que le Conseil de l'Éducation Supérieure avait subi la pression d'ultra-sionistes à l'intérieur et à l'extérieur de l'université, qui étaient prêts à s'en prendre à ce département considéré comme un nid d'antisionistes et avaient comme cible principale le professeur Neve Gordon, un supporter ouvertement déclaré du boycott de l'université.

Le Conseil de l'Éducation Supérieure a cédé à la pression et proposé la fermeture du département en septembre 2012, mais des universitaires de haut rang appartenant – et cela n'est pas anodin – à l'Institut Weizmann, un établissement prestigieux en Israël dans le domaine des sciences et de la technologie, ont immédiatement perçu l'impact négatif que cela aurait sur l'image des universités israéliennes comme bastions de la liberté d'enseignement. En l'espace d'une semaine, 300 universitaires israéliens ont signé une pétition critiquant la décision de fermeture. Au niveau international, une série d'universitaires et d'associations ont émis une protestation. L'Université Ben Gourion, qui abrite le département menacé et qui est aussi l'une des

universités les plus importantes d'Israël, a également perçu le danger et a commencé à engager une procédure légale contre le Conseil de l'Éducation Supérieure, affirmant qu'il avait un objectif caché et inadapté aux critères de l'enseignement qui conduisait à enfreindre la définition légale de la liberté d'enseignement. Pire encore pour le Conseil de l'Éducation Supérieure, la commission internationale a dit qu'elle n'avait pas recommandé la fermeture du département, qu'elle s'était posé des questions sur les motivations qui avaient présidé à cette décision, et a souligné que le Conseil n'avait pas réagi contre l'Université de Bar Ilan bien que son département ait été également critiqué.

La montée des pressions sur le Conseil l'a conduit à reporter la fermeture après les élections de janvier 2013. Celles-ci se sont conclues par la nomination d'un gouvernement très nettement à droite mais la décision de fermeture n'a pas été réaffirmée. Début février (plus précisément le 13), *Haaretz*, le journal le plus progressiste de la presse israélienne, rapportait que la décision de fermeture avait été abandonnée, mais que la commission internationale continuerait de surveiller le département.

Il faut espérer que maintenant que les milieux universitaires israéliens ont connu une menace pour leurs propres libertés de l'enseignement – qui a été surmontée grâce à un soutien international –, ils vont commencer à reconnaître que les libertés universitaires ne sont pas divisibles mais doivent aussi être appliquées à leurs collègues palestiniens qui enseignent et font de la recherche juste à côté. Voilà une opportunité.

Hilary Rose,  
Université de Bradford (Royaume-Uni)